

Le Monde CAMPUS

CAHIER DU « MONDE » N° 23333 DATÉ JEUDI 16 JANVIER 2020
NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

SPÉCIAL **CONCOURS**
BAC, ÉCOLES...
L'ORAL DEVIENT DÉTERMINANT
LE NOUVEAU POIDS
DES **ACTIVITÉS EXTRASCOLAIRES**
LA SÉLECTION ÉVOLUE POUR LES
ORTHOPHONISTES ET PSYCHOMOTRICIENS
PAGES 8 À 13



PARCOURSUP LA COURSE D'ORIENTATION

Le 22 janvier, les candidats pourront
formuler leurs vœux sur la plate-forme.
En trois ans, elle a transformé l'accès aux
études supérieures et donné aux résultats
scolaires du lycée un poids considérable

PAGES 2 À 7



J'AVAIS 20 ANS **MANUELLE GAUTRAND**

L'architecte
raconte l'influence
de son éducation
«soixante-huitarde»
et de ses voyages
sur son parcours
et son travail

PAGE 16



FAMILLE **ÊTRE ÉTUDIANT ET PARENT, UN ÉQUILIBRE DIFFICILE**

Universités et Crous
commencent
à proposer des aides
à ces 110 000 jeunes
qui jonglent
entre études
et devoir familial

PAGE 14



NOURRIR VOS AMBITIONS
ET VOUS PERMETTRE DE CONSTRUIRE
ENSEMBLE VOTRE AVENIR

- Une pédagogie axée sur la pratique
- Une ouverture internationale tout au long du cursus
- Un accompagnement au projet professionnel pour une insertion rapide ou poursuite d'études
- 14 spécialisations aux choix en France ou à l'international et double-diplômes
- En initial ou en alternance

bachelors.audencia.com

120 YEARS
1900-2020

ADMISSION POST-BAC
SUR PARCOURSUP
& POST-BAC +2



Audencia
BUSINESS SCHOOL



LE «STRESS TEST» DE PARCOURSUP

Le top départ est fixé au mercredi 22 janvier. Ce jour là, les candidats – ils étaient 900 000 l'année dernière, des lycéens de terminale mais aussi des jeunes en réorientation – pourront commencer à renseigner leurs choix sur Parcoursup, cette plate-forme lancée en janvier 2018 qui centralise les vœux d'inscription dans l'enseignement supérieur.

Avec près de 600 formations supplémentaires pour la rentrée de septembre 2020 (Dauphine, les instituts d'études politiques, des écoles de commerce, les instituts de formation aux professions paramédicales...), Parcoursup en rassemble cette année plus de 15 000. Parmi elles, une majorité de filières sont désormais sélectives, même si les universités restent prédominantes, avec leur plus grande capacité d'accueil. Alors que débute sa troisième session, quels enseignements peut-on tirer de l'usage de cette plate-forme qui réinterroge fondamentalement le processus d'orientation des élèves ?

Quelles sont les stratégies des élèves ?

Sur Parcoursup, les élèves formulent plusieurs vœux, non hiérarchisés – c'est la principale différence avec le système précédent, Admission post bac (APB). La plate-forme permet de renseigner différents choix pour lesquels les candidats obtiendront une réponse. « Les élèves peuvent mettre à plat la diversité de leurs préférences », observe Isabelle Demachy, vice-présidente de l'université Paris-Sud chargée de la transformation pédagogique. In fine, il y a moins de stratégie à mettre en place qu'avec APB, c'est plus constructif. »

Professeur principal à Orsay, Didier Misse-nard a observé que le fait de ne pas avoir à hiérarchiser les vœux a permis aux élèves de se dégager du stress de cette obligation : « C'est tant mieux, car ils ont tant de mal à se décider ! Passer de janvier, avec APB, à mai [date des premières réponses], avec Parcoursup, c'est un plus. » En l'absence de hiérarchisation, « les lycéens ont fait des choix plus ambitieux qu'avec APB », complète Jérôme Teillard, chef de projet Parcoursup au ministère de l'enseignement supérieur.

Dans une enquête portant sur la procédure 2018, l'Observatoire de la vie étudiante (OVE) distingue deux comportements parmi les lycéens. D'une part, la sécurité : mettre dans

La plate-forme d'affectation dans l'enseignement supérieur donne aux années lycée un rôle déterminant. Les élèves sont parfois indécis ou désarmés

sa liste au moins un choix de formation pas vraiment voulue mais peu risqué, pour être sûr de recevoir une proposition. D'autre part, l'audace : un choix de formation vraiment souhaité, mais pour lequel le candidat pense avoir peu de chances. Plus de la moitié des jeunes interrogés par l'OVE les ont mises en œuvre simultanément, tandis que 15 % auraient opté uniquement pour le choix de l'audace (plus fréquemment dans les catégories populaires et chez les bacheliers professionnels) et 16 % pour la prudence – particulièrement chez les bons étudiants.

De quel accompagnement bénéficient-ils ?

« Quand on parle aux parents d'élèves de 1^{re}, ils ont identifié le salon de l'orientation comme un passage incontournable pour réfléchir à un projet personnalisé », remarque Guillaume Gellé, président de la commission formation de la Conférence des présidents d'universités (CPU) et de l'université Reims Champagne-Ardenne. « Parcoursup vise à faire de l'élève l'entrepreneur de son orientation, et donc à même de puiser dans ses ressources personnelles pour faire ses choix », poursuit Sophie Orange, maîtresse de conférences en sociologie à l'université de Nantes.

En théorie, l'éventail des supports d'aide au choix est très large : entretiens avec les enseignants, et notamment le professeur principal, avec les conseillers d'orientation, heures réservées à l'orientation, portes ouvertes dans les établissements du supérieur... Selon l'enquête de l'OVE, 41 % des étudiants se déclarent « très satisfaits » de l'information reçue en amont en ce qui concerne le nombre de places dans chaque formation. Ils sont plus critiques quant à celle fournie sur les débouchés professionnels ou le contenu des formations (28 % de « très satisfaits »).

L'étude souligne aussi que seuls les meilleurs élèves et ceux issus des milieux les plus favorisés utilisent l'ensemble des supports d'aide, et que le soutien familial joue dans ces situations un rôle décisif. « 68 % des étudiants accompagnés par un proche se disent satisfaits de leur résultat obtenu sur Parcoursup, contre une moyenne de 41 % », analyse Isabelle Luciani, coresponsable du secteur formations du syndicat Snesup-FSU.

Les candidats ont-ils été satisfaits de leur affectation de 2019 ?

La moitié des candidats ayant répondu à l'enquête de l'OVE ont indiqué avoir été acceptés dans leur premier vœu, 20 % dans leur deuxième et 13 % dans leur troisième. La filière du bac fait toutefois varier ces résultats de manière notable : « Les bacheliers professionnels apparaissent les plus pénalisés puisque seuls 41 % d'entre eux déclarent avoir obtenu le premier vœu et 17 % n'en avoir obtenu aucun, alors que les bacheliers généraux sont 51 % dans le premier cas et 2 % dans le second », détaille l'étude. En 2019, les bacheliers professionnels ne sont que 79 %, contre 86 % l'année précédente, à avoir reçu au moins une proposition. Dans les filières générales et technologiques, 97 % et 90 % des bacheliers ont reçu au moins une proposition (contre 98 % et 92 % en 2018).

En outre, « en fin de procédure, un lycéen général sur cinq n'avait pas encore validé de proposition, ce qui atteste du désir profond de trouver une place qui lui permettra d'acquiescer au parcours professionnel de son choix », observe Isabelle Luciani.

Mais face à l'attente, tous les lycéens ne sont pas égaux. « Certains n'ont pas la possibilité d'attendre jusqu'en juillet pour se décider, notamment pour des questions de logement », souligne l'économiste Julien Grenet, ex-membre du comité d'éthique et scientifique de Parcoursup. De plus, la procédure s'arrêtant plus tôt, le risque existe de ne pas voir converger l'affectation vers la meilleure formation possible. Ainsi, pendant l'été 2018, 35 000 places se sont libérées sans que la plate-forme permette d'établir qu'elles ont été proposées aux suivants sur liste d'attente, lesquels avaient sans doute déjà accepté un autre vœu.

Quel rôle joue le lycée d'origine dans l'évaluation d'un dossier ?

Si les candidatures sont anonymes depuis la session 2019, le lycée d'origine de l'élève est apparent, pour permettre, lors de l'évaluation des dossiers, de tenir compte d'une notation réputée plus ou moins sévère. Les écarts et leur éventuelle prise en compte par les commissions d'examen des vœux constituent un thème sensible, estime le comité de suivi de la loi ORE (loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants). Au ministère, Jérôme Teillard dit « faire confiance aux enseignants dans l'analyse des données transmises ».

Au premier rang des promoteurs de l'affichage du lycée d'origine figurent les classes prépa, comme celles de Stanislas, à Paris. Pour le censeur-directeur, François Jubert, « cette mention est une clé de lecture en complément du classement des lycées établi par le ministère, pour pouvoir nuancer des notes qu'on pourrait considérer comme exceptionnelles », explique-t-il. Une pondération est donc exercée pour garantir « la souveraineté du jury ». « On comprend bien l'intérêt de redresser les notes, mais on n'est pas bien sûr que cela soit fait de façon équitable », regrette Julien Grenet, qui plaide pour des règles de correction nationales avec des notes redressées avant toute candidature, tenant compte de l'écart entre les résultats en contrôle continu du lycée et les notes au bac. Inspecteur général de l'éducation, Olivier Sidokpohou voit dans la réforme du lycée l'occasion d'« objectiver » plus de résultats scolaires, notamment les épreuves de spécialités et les « E3C » (épreuves communes de contrôle continu) qui seront corrigées sous anonymat et constitueront « un tamis commun ».

Du côté des filières non sélectives, aucune pondération des notes n'est censée être pratiquée, rappelle Guillaume Gellé, à la CPU, car « le positionnement de l'université est d'accueillir l'ensemble des bacheliers d'une zone de référence ».

Les lettres de motivation servent-elles à quelque chose ?

Dans son premier rapport publié en octobre 2019, le comité de suivi de la loi ORE s'interroge sur la pertinence de la « fiche avenir », « difficile à utiliser », et du « projet de formation motivé », « pas regardé dans un grand nombre de cas ». « Ecrire une lettre de motivation est un exercice d'information et d'autoévaluation pour l'élève, mais les formations non sélectives ne vont pas forcément la lire », confirme Isabelle Demachy, à l'université Paris-Sud. En revanche, les formations sélectives lisent ces lettres et ont adopté une méthodologie commune d'analyse pour distinguer des candidats ex aequo. A la CPU, Guillaume Gellé relativise : « Certaines formations ont affirmé haut et fort qu'elles n'examineraient pas ces éléments, mais ce n'est pas forcément un cas général. Oui, on voit des lettres de motivation qui se ressemblent mais on en voit aussi de très personnelles qui aident à connaître les étudiants. »

L'échec en fin de première année de licence a-t-il été réduit ?

Aucun bilan national n'est encore disponible, seules quelques formations ayant communiqué de manière parcellaire sur leurs résultats, la plupart du temps lorsqu'ils se sont améliorés. A Reims Champagne-Ardenne, Guillaume Gellé constate « un frémissement à la hausse » du taux de réussite des néobacheliers inscrits par l'intermédiaire de Parcoursup, comme en licence de psychologie ou en droit, où il passe respectivement de 20 % à 27 %, et de 36,8 % à 37,6 % entre 2017 et 2018. Le taux d'abandon, en baisse de 2 points en moyenne toutes disciplines confondues, a reculé de 8 points en licence de psychologie (de 36 % à 28 % en 2018).

En Staps, le président des doyens Didier Delignières se félicite d'un taux de réussite de 47 % en première année, soit 8 points de plus. « D'une manière générale, les candidats qui sont statistiquement davantage voués à l'échec ne sont pas venus. Nous avons plus de bacs généraux et moins de bacs technologiques et professionnels », décrypte le doyen de la faculté de sports de Montpellier, qui enregistre un taux de 64 % de réussite en première année de licence (+ 24 points). Mais il y a des contre-exemples, comme à Amiens, où la première année de licence Staps est passée de 20 % à 11 % de réussite.

Les dispositifs « oui si » ont-ils fait leurs preuves ?

La mise en place de Parcoursup s'est accompagnée de la création de dispositifs « oui si » dans les universités : concrètement, un candidat peut être admis à condition de suivre des cours complémentaires de mise à niveau. A Montpellier, en Staps, une centaine d'étudiants ont suivi quarante heures supplémentaires et des TD le samedi, avec un taux de

« JUGER DE LA RÉUSSITE À VENIR DES ÉTUDIANTS SUR LA BASE DE CE QU'ILS ONT ACQUIS AU LYCÉE RENFORCE LES INÉGALITÉS SOCIALES »
SOPHIE ORANGE sociologue

réussite en première année de 40 %. Dans d'autres UFR ayant choisi de monter une première année de licence en deux ans, les étudiants n'ont à ce stade pas encore validé leur L1, rendant impossible un bilan global.

Encore en nombre limité, les formations « oui si » devraient s'étendre à compter de 2021, avec l'arrivée des premiers titulaires du « bac Blanquer », dont les choix d'enseignements de spécialité n'auront pas toujours reproduit les attendus d'une filière. « La réforme du lycée va faire penser les futurs étudiants de manière complètement différente, prédit Guillaume Gellé. Ils auront appris à personnaliser leur cursus. » Les dispositifs « oui si » seront donc destinés à une mise à niveau, mais au-delà, ils correspondront à une construction de parcours nouveaux.

Côté Snesup-FSU, Isabelle Luciani craint qu'à court terme, « certaines filières utilisent le financement des parcours de remédiation pour ouvrir des parcours de rattrapage pour de bons élèves dont les spécialités ne correspondraient pas exactement aux attendus d'une formation ».

La « maîtrise des risques d'échec » est-elle le nouveau paradigme ?

Pour Jérôme Teillard, au ministère de l'enseignement supérieur, Parcoursup a mis au jour la notion d'« éducation à l'orientation », marquant un « changement de la philosophie du lycée », lequel n'est plus uniquement associé au seul baccalauréat mais aussi à la préparation du passage dans l'enseignement supérieur. Mais la sociologue Sophie Orange pointe un problème de fond : « Juger de la réussite à venir des étudiants sur la base de ce qu'ils ont acquis au lycée renforce les inégalités sociales. On réduit les étudiants à des variables scolaires qui sont elles-mêmes le produit de disparités sociales d'origine. Et ce faisant, on évite de s'attaquer aux causes des inégalités. » Conséquence selon elle : les commissions d'examen des candidatures pensent juger de manière neutre des différences scolaires... mais sans le vouloir consciemment, elles jugent aussi des différences sociales. ●

SOAZIG LE NEVÉ

Faites vos vœux!

Les candidats peuvent enregistrer leurs choix sur la plate-forme dès le 22 janvier

Pour sa troisième année d'existence, Parcoursup accueille toutes les formations postbac reconnues par l'Etat – soit plus de 15 000. Parmi les quelque 600 qui rejoignent la plate-forme figurent les dix instituts d'études politiques, l'université Paris-Dauphine, le programme bachelor de l'Ecole polytechnique, des formations aux métiers de l'hôtellerie-restauration (Ferrandi, Institut Paul Bocuse...), des écoles de commerce (dont celles des concours communs Acces, Ecricome, Pass, Sésame...), mais également de nouvelles formations en apprentissage.

Tout débute le 22 janvier. L'inscription sur le site de Parcoursup se fait en cliquant sur « Créer mon dossier 2020 ». Le candidat doit accepter la charte d'utilisation avant d'indiquer sa date de naissance et son numéro INE (identifiant national élève), 11 caractères figurant sur les bulletins de notes ou la carte d'étudiant. Après avoir complété l'état civil et indiqué un numéro de téléphone qui servira à recevoir des alertes durant la procédure, il obtient un numéro de dossier, à noter. Il lui reste à vérifier plusieurs informations (série de bac, options, langues...) avant de pouvoir accéder à la rubrique des vœux.

Pour commencer à explorer les possibilités dans son secteur, le moteur de recherche de Parcoursup, accessible en version mobile, permet de trouver des résultats par mots-clés ou par types de formation et de géolocaliser les établissements. Pour chaque formation apparaissent les pourcentages de candidats admis l'année précédente (par série de bac), des suggestions de formations similaires et le lien vers la

fiche de présentation détaillée (attentes, coût, débouchés...).

Les candidats n'ont pas à hiérarchiser leurs vœux. Ils peuvent en formuler jusqu'à dix dans des formations, et autant pour les formations en apprentissage. Pour certains cursus (BTS, prépas...), le candidat a la possibilité d'émettre un « vœu multiple ». Cette fonction permet de postuler en une seule fois à plusieurs cursus similaires pouvant appartenir ou non à la même académie, chacun comptant pour un « sous-vœu ». Lorsque cette possibilité est offerte, elle est limitée à dix sous-vœux par « vœu multiple », avec un maximum de vingt « sous-vœux » au total.

PLUS DE SÉRÉNITÉ

Les vœux doivent être formulés au plus tard le 12 mars, mais les candidats peuvent encore peaufiner leurs « projets de formation » (lettre de motivation) et fournir les autres documents demandés jusqu'au 2 avril. A cette date, toutes les candidatures doivent avoir été complétées, puis validées. Attention, pour certaines des écoles visibles dans le moteur de recherche Parcoursup (Sciences Po Paris, écoles d'art ou du spectacle vivant...), il faut aussi s'inscrire directement auprès des établissements. Pour eux, la procédure basculera totalement sur la plate-forme nationale en 2021.

A partir du 19 mai et jusqu'au 17 juillet (phase d'admission), toutes les formations demandées par un candidat lui donnent une réponse. Pour les formations sélectives, trois réponses sont possibles : « oui », « non » ou « en attente ». Pour les licences et le PASS santé, l'élève peut obtenir l'une

de ces trois réponses : « oui », « oui si » (le candidat suit un parcours de remédiation) ou « en attente ». Le candidat doit répondre à chaque proposition dans le délai imparti indiqué dans son dossier. Les réponses arrivent une fois par jour, le matin avant le début des cours. De plus, le système du « répondeur automatique », mis en place en 2019, est renforcé. Dès le 19 mai, les candidats qui le souhaitent peuvent organiser tous leurs vœux en attente (hors vœux en apprentissage) par ordre de préférence. Ainsi, le répondeur gèrera à leur place les réponses aux formations, en conservant les vœux en attente mieux classés. De quoi gagner en sérénité.

Autre nouveauté : alors que la première année commune aux études de santé (Paces) est supprimée, les études de médecine, maïeutique (sage-femme), odontologie, pharmacie et kinésithérapie seront accessibles sur Parcoursup par deux voies différentes. Première possibilité, plutôt pour les bacheliers hésitant encore à faire médecine : la licence avec option accès santé. Ce parcours, appelé LAS, per-

met à un étudiant de débiter dans une licence de son choix (économie, physique, sciences de la vie...) avec une option d'enseignements en santé. Il pourra candidater à un cursus en santé après sa première, deuxième ou troisième année de licence, selon une procédure spécifique.

SANTÉ : UNE DEUXIÈME VOIE

Deuxième voie possible, conseillée pour les lycéens sûrs de leur choix : le parcours accès santé, appelé PASS. Il n'est proposé que dans les universités ayant une fac de médecine. Il s'agit d'un parcours composé d'enseignements en santé, mais également d'une « mineure » dans une autre discipline au choix (physique, langues...). Le redoublement n'est pas possible. Si l'étudiant n'accède pas à la deuxième année en santé, mais qu'il a tout de même obtenu la moyenne en fin de première année, il pourra se réorienter en 2^e année de la licence correspondant à sa mineure. Il faut donc bien réfléchir à ce choix de discipline dès la phase des vœux sur Parcoursup.

Si le candidat a besoin d'aide, le site de Parcoursup propose des tutoriels en vidéo. A partir du 22 janvier, un numéro vert (0800400070) est ouvert, en plus de l'onglet Contact accessible depuis le dossier du candidat, et des réseaux sociaux (comptes Twitter, Snapchat, Facebook de Parcoursup). Par ailleurs, pour leurs choix d'orientation, outre les différents salons, les futurs bacheliers peuvent consulter le site Terminales2019-2020.fr, se tourner vers leurs professeurs principaux ou le service d'orientation de leur lycée. ●

NATACHA LEFAUCCONNIER

LE MOTEUR DE RECHERCHE DE PARCOURSUP PERMET DE TROUVER DES RÉSULTATS PAR MOTS-CLÉS OU PAR TYPES DE FORMATION



CHOISISSEZ LE PROGRAMME POST-BAC QUI VOUS CORRESPOND !

BAC+5

PROGRAMME GRANDE ÉCOLE

DIPLÔME CONFÉRANT GRADE DE MASTER CONTRÔLÉ PAR L'ÉTAT

DIPLÔME VISÉ CONTRÔLÉ PAR L'ÉTAT

BAC+3

BACHELOR MARKETING & BUSINESS

DIPLÔME VISÉ CONTRÔLÉ PAR L'ÉTAT

ADMISSIONS SUR PARCOURSUP



DEVENEZ REMARQUABLE !

www.ecoles-idrac.com



Enseignement supérieur technique privé - Document non contractuel - Novembre 2019 - Direction Communication IDRAC Business School - Crédits photos : F. Fleury - Conception : VISIONS 0 NOUVEAUX

LES PRÉPAS NE SONT PLUS LA VOIE ROYALE

Ex-symbole de l'excellence à la française, la filière peine à recruter face à l'émergence de cursus postbac renommés au sein des grandes écoles et à l'étranger



Enfant, Nicolas Lesimple entendait déjà son entourage parler de «la prépa». La voie royale vers les grandes écoles. L'excellence à la française. L'occasion de se mesurer à un niveau d'exigence qui ne serait jamais plus imposé par la suite. «*Le parcours naturel pour un bon élève*», résume-t-il. Mais, après de longues hésitations, il choisit de déroger à la règle. «*J'ai renoncé au prestige français en préférant une admission directe à l'Ecole polytechnique de Lausanne [EPFL]*». L'établissement suisse, qui recrute parmi les meilleurs bacheliers scientifiques (mention très bien exigée), accueille cette année 41 % de Français dans ses bachelors, soit 725 étudiants. «*Un nombre en hausse constante*», détaille Daniel Chuard, délégué à la formation.

L'EPFL, McGill à Montréal ou encore la Bocconi à Milan... Beaucoup d'élèves français qui s'expatrient après leur baccalauréat le font pour «éviter la prépa» – ces formations de deux ans situées dans des lycées où l'on prépare des concours de manière intense. Un modèle jugé «dépassé» et hors du circuit du «rayonnement international», selon Nicolas Le-

LES JOURNÉES PORTES OUVERTES 2020

DÉCOUVREZ NOS FORMATIONS ET **VENEZ NOUS RENCONTRER** POUR BÉNÉFICIER DE NOS CONSEILS PERSONNALISÉS !

**DIPLÔMES NATIONAUX
DOUBLE-DIPLÔMES SÉLECTIFS
PARCOURS SANTÉ**

25 JANVIER 2020

Faculté Jean Monnet & IUT de Sceaux

1^{ER} FÉVRIER 2020

Faculté : Sciences, Médecine, STAPS & Polytech

26 FÉVRIER 2020

IUT d'Orsay

7 MARS 2020

IUT de Cachan

Retrouvez les horaires, les lieux et les disciplines sur :

universite-paris-saclay.com/JPO

ÉCOLE UNIVERSITAIRE
DE PREMIER CYCLE
PARIS-SACLAY

université
PARIS-SACLAY

53 569

étudiants en classe préparatoire scientifique en 2018-2019. A la rentrée 2018, le nombre de nouveaux entrants était en hausse de 0,3%.

12 581

étudiants en classe préparatoire littéraire en 2018-2019. A la rentrée 2018, le nombre de nouveaux entrants était en baisse de 3,4%.

18 971

étudiants en classe préparatoire économique en 2018-2019. A la rentrée 2018, le nombre de nouveaux entrants était en baisse de 3,8%.

simple. « Pour certains, la question n'est plus de choisir entre une prépa à Louis-le-Grand ou au lycée du Parc, mais de viser l'EPFL ou King's College, à Londres, résume Mickaël Prost, président de l'Union des professeurs de prépas scientifiques (UPS). Cette intensification de la compétition internationale est un changement de paradigme auquel les prépas doivent répondre pour limiter la fuite des cerveaux. »

La concurrence est tout aussi rude sur le sol national, où les instituts d'études politiques et les universités comme Paris-Dauphine attirent chaque année davantage un public de très bons élèves. D'autant que, dans Parcoursup, l'intégration progressive de l'ensemble des formations sélectives postbac offre aux alternatives à la prépa un niveau de visibilité jamais atteint. « Parcoursup intensifie la logique de concurrence pour les bons étudiants, note Patrick Fournié, proviseur du lycée Janson-de-Sailly, à Paris, dont les prépas ne sont remplies qu'à 86 % cette année. Des places sont restées vacantes jusqu'au 12 ou au 13 septembre, et il y a eu un peu de mouvement sur nos listes. Deux ou trois départs et arrivées, ce qui n'est pas négligeable. »

D'AUTRES VOIES D'ACCÈS

En 2018, malgré une forte croissance du nombre de bacheliers du fait du boom démographique, les effectifs des nouveaux entrants en classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE) ont baissé de 1,3 % (-3,8 % pour la filière économique, -3,4 % pour la filière littéraire et +0,2 % pour la filière scientifique). Un an plus tard, les premières données fournies par le ministère de l'enseignement supérieur font état d'une stagnation des trois filières, à +0,7%. Fait notable également, la composition sociale de ces classes a évolué, la proportion d'enfants d'ouvriers passant de 5,6 % à 7,3 % entre 2007 et 2017, tandis que celle des enfants de cadres a décroché, de 53 % à 51,4 %.

Débouché naturel des classes prépa, les grandes écoles multiplient les voies d'accès à leurs formations, à travers des bachelors ou des admissions parallèles, y compris au sein du « programme grande école » pourtant censé être la chasse gardée des élèves passés par ces prépas. Dernières en date, les écoles vétérinaires ont annoncé qu'elles recruteraient, en 2021, 25 % de leurs effectifs chez les bacheliers, les prépas BCPST (biologie, chimie, physique et sciences de la Terre) ne fournissant plus que 50 % du contingent.

Actuellement, le vivier des classes préparatoires ne représente plus en moyenne que 40 % des

effectifs des grandes écoles d'ingénieurs et de commerce, qui connaissent parfois elles aussi un sous-remplissage. En 2019, dix écoles de commerce ont ainsi affiché des places vacantes.

Si la plupart des proviseurs croient encore dans le « continuum » entre prépas et grandes écoles, quelques voix s'élèvent contre le double discours de certaines formations qui, tout en prétendant défendre la filière prépa, incitent les élèves à les rejoindre dès le bac. Les bachelors, formations en trois ans postbac dispensées dans certaines grandes écoles, « rivalisent de publicité pour les séduire et leur donner l'impression qu'ils vont enfin découvrir la "vraie vie" de l'entreprise », rapporte Arnaud Pautet, professeur d'histoire en prépa économique au lycée Sainte-Marie, à Lyon. « Des écoles viennent chercher nos lycéens après les cours ou lors des forums en sortant casquettes, clés USB et tee-shirts logotypés », ajoute Bruno Bobkiewicz, proviseur de la cité scolaire Berlioz, à Vincennes (Val-de-Marne).

Cette nouvelle offre trouve preneur auprès de bons élèves qui sont « pressés de se confronter aux enjeux professionnels sans avoir forcément envie de faire neuf heures de mathématiques par semaine », analyse Olivier Sidokpohou, inspecteur général de l'éducation, du sport et de la recherche.

Du côté des prépas littéraires, Stéphane Coviaux, président de l'Association des professeurs de première et de lettres supérieures, appelle à une plus ample reconnaissance de la part des grandes écoles. « Les Ecoles normales supérieures vivent un peu trop sur leur réputation et ne communiquent pas assez sur nous. Elles doivent venir à la rencontre des lycéens lors des heures consacrées à l'orientation pour expliquer que nous formons un ensemble cohérent », affirme-t-il.

MOINS DE SÉLECTION

Alors que le ministère de l'enseignement supérieur s'apprête à reconnaître aux bachelors le grade de licence – jusqu'ici réservé à l'université –, le risque est grand d'accentuer le phénomène d'aiguillage vers les cursus en école postbac. « L'enjeu est de savoir quelles passerelles existeront entre un bachelor et un programme grande école, prévient Alain Joyeux, président de l'Association des professeurs de prépas économiques. Dans les écoles du haut du tableau, la probabilité sera faible, voire nulle, mais dans le milieu du tableau, elle existera sans doute. »

« Je n'ai ni inquiétude ni états d'âme. Chacun a sa place pour exister. La vraie question est de regarder précisément ce que propose la classe prépa par rapport à un bachelor », assure Jean Bastianelli, président de l'Association des proviseurs de lycées à classes préparatoires, abonde : « Entre les mille heures par an d'une prépa et les quatre cent cinquante heures d'un bachelor, on n'a pas affaire aux mêmes profils. Le nombre d'étudiants qui choisissent de suivre un bachelor plutôt qu'une prépa restera donc epsilonlesque », veut croire la directrice de Skema Business School.

Des classes clairsemées, c'est pourtant le quotidien de beaucoup de prépas dites « de proxi-

mité ». A la rentrée 2018, du fait de la lenteur des réponses adressées aux candidats sur Parcoursup, le sous-remplissage des classes aurait touché quatre établissements sur cinq. Au lycée La Croix-Rouge, à Brest (Finistère), Fabienne Jézéquel a eu du mal à recruter : « Nous avons 27 étudiants en première année de PTSI [physique, technologie et sciences de l'ingénieur], pour 48 places. On n'a pas assez de volontaires », regrette la responsable des classes prépa.

Pour parer à un potentiel et redouté sous-remplissage, les proviseurs recourent au « surbooming » de candidats et vont chercher de plus en plus loin dans la

liste d'attente, souvent lors de la phase complémentaire de Parcoursup, qui s'étale jusque début septembre. Au lycée Rodin, à Paris, la proviseure, Julie Bouvry, a recruté le 800^e et dernier candi-

« PARCOURSUP INTENSIFIE LA LOGIQUE DE CONCURRENCE POUR LES BONS ÉTUDIANTS »

PATRICK FOURNIÉ proviseur du lycée Janson-de-Sailly

dat, sans toutefois parvenir à remplir sa classe prépa économique et commerciale, dans laquelle il reste 13 places. « Nous ne sommes pas dans le top des prépas parisiennes, et certains de nos élèves ont besoin d'un très gros accompagnement », souligne-t-elle. Les premières interrogations orales individuelles, appelées « khôlles », sont ainsi consacrées à la méthodologie.

En recrutant parfois en dessous de la moyenne, les proviseurs touchent aux canons des CPGE, qui reposent sur la sélectivité. Pour Philippe Tournier, à la tête du lycée Victor-Duruy, à Paris, « indéniablement, quelque chose a changé, surtout dans les filières

économiques et littéraires ». Le public traditionnel d'élèves de prépa existe toujours, mais il se concentre dans quelques établissements seulement. Pour le reste, « bon nombre de prépas sont venues des préparations à l'enseignement supérieur et non plus aux grandes écoles », appuie le proviseur. Un constat partagé par Arnaud Pautet, à Lyon, qui dispense en début d'année « des cours d'orthographe et de grammaire de niveau élémentaire ». Et l'enseignant de confier : « J'ai trois ou quatre étudiants dont on se demande comment ils sont parvenus à rafler des mentions bien et très bien au bac ES. » ●

SOAZIG LE NEVÉ

Un concours d'admission aux Grandes Écoles 100 % digital ? C'est ridicule !



Plusieurs heures d'épreuves en moins, une consommation de papier quasi nulle, l'accès à distance* pour les candidats à l'étranger : les concours Passerelle facilitent la vie des étudiants et respectent leurs valeurs. Plus d'informations sur www.passerelle-esc.com

*sous réserve d'éligibilité, voir règlement du concours

Concours d'admission en Grandes Écoles de Management

Bachelor (Bac +3)
Programme Grande École (Bac +5)
www.passerelle-esc.com

passerelle
de la suite dans les études

Fondament

« L'AUTOCENSURE N'EST PAS QU'INDIVIDUELLE »

Entretien La sociologue Agnès van Zanten interroge les discours méritocratiques sur l'orientation des élèves

Agnès van Zanten est sociologue spécialiste des questions d'éducation, directrice de recherche à l'Observatoire sociologique du changement (CNRS, Sciences Po), et auteure de plusieurs études sur la formation des élites et les pratiques d'orientation des lycéens.

Comment les lycées accompagnent-ils les élèves dans leur orientation vers l'enseignement supérieur ?

Admission post bac (APB) et maintenant Parcoursup, mais aussi la réforme du lycée, réclament des élèves et des enseignants un engagement plus précoce dans l'orientation qu'auparavant. Dans les établissements favorisés, la question de l'orientation dans le supérieur est abordée très tôt, souvent dès la seconde. On propose aux jeunes de commencer à réfléchir à l'après-bac, à leurs envies, à les hiérarchiser. Cela leur laisse le temps de mûrir un projet, de l'adapter à leurs notes, etc. Les enseignants, voire le chef d'établissement, s'investissent person-

nellement dans ces problématiques, et ce d'autant plus que les élèves y optent pour un nombre réduit de filières sélectives du supérieur qu'ils finissent par bien connaître. Ils donnent ainsi des conseils plus personnalisés et stratégiques aux élèves : suivre telle spécialité ou option, demander une formation plutôt qu'une autre moins adaptée, etc.

Dans les lycées plus défavorisés, c'est moins le cas, car ces établissements sont mobilisés sur d'autres questions (réussite au bac, décrochage, difficultés sociales des élèves, problèmes de discipline, dossiers de bourses...). Résultat : la question de l'orientation arrive plus tardivement dans l'année et se cantonne souvent à de l'information sur la procédure d'admission dans le supérieur : tel ou tel renseignement à fournir, se connecter tel jour pour inscrire ses vœux, etc. Les élèves ne tirent pas autant profit de la procédure car le contenu du discours est plus « générique ».

Internet et les multiples informations sur l'enseignement supérieur qui s'y

trouvent ne permettent-ils pas de mettre les élèves à égalité ?

C'est en tout cas ce qui est parfois avancé par les sites proposant une « aide à l'orientation » sur Internet, et c'est un peu la logique qui sous-tend aussi Parcoursup, ses promoteurs disant aux élèves : « *Sur la plate-forme, nous allons vous donner plein d'informations et de statistiques afin que vous soyez en mesure de "bien" vous orienter, de peser le pour et le contre, etc.* ». Sauf que les élèves ne sont pas égaux dans la capacité à comprendre et à trier ces informations pour les intégrer à une stratégie d'orientation.

Une de nos recherches encore en cours consiste à observer dans une série de lycées aux profils différents comment les élèves recherchent sur le Web des informations sur les formations. Ceux de milieu favorisé ont tendance à entrer des mots-clés variés et nombreux. Ils ouvrent ainsi de nombreuses pages provenant de sites et acteurs différents dans lesquelles ils acquièrent des informations complémentaires : Parcoursup, l'Onisep, des sites qui proposent des classements d'établis-

sements, d'autres des témoignages d'étudiants, les pages Web des formations avec des informations précises sur les modalités d'admission, etc. Alors que les élèves de milieu populaire tapent des mots-clés moins nombreux et souvent moins pertinents, en se concentrant plus sur les perspectives d'emploi derrière. Ils se retrouvent alors rapidement enfermés dans des « boucles » informatiques avec peu d'acteurs différents, et moins d'informations stratégiques. Ils ont en outre plus de mal à distinguer ce qui relève du discours objectif et du discours marketing, notamment des formations privées.

N'est-ce pas aussi ce qui se passe dans les salons étudiants ?

Internet reproduit en effet certains processus à l'œuvre dans les salons sur l'enseignement supérieur, notamment cette visibilité accrue des acteurs privés marchands et leur marketing, vis-à-vis duquel les élèves ne sont pas tous égaux. Ceux de milieux favorisés s'y rendent souvent avec leurs parents. Ils en visitent parfois plusieurs, des plus ou moins spécialisés, et les complètent avec des journées portes ouvertes dans des établissements qu'ils comparent, comme ils le font sur Internet. Les élèves défavorisés n'en visitent souvent qu'un seul, le salon officiel, en classe de terminale. Ils peuvent y être amenés avec tous leurs camarades par des enseignants qui délèguent parfois ainsi à ce dispositif une mission

d'orientation avec laquelle ils ne sont pas à l'aise ou qu'ils n'ont pas le temps de développer. Dans ces salons, les élèves sont aussi mis devant la difficulté de devoir décrypter les présentations enthousiastes des formations qui jouent beaucoup sur le registre expressif de la vie étudiante, son côté « cool », etc., dans un objectif parfois sincère d'identification. Il faut être, là encore, capable de trier l'utile de l'accessoire pour son orientation.

C'est aussi sur ce registre de l'identification que jouent de nouveaux acteurs, entre autres sur Internet, qui proposent de mettre en contact les élèves avec des « tuteurs »...

Effectivement, ces acteurs partent du principe que les problèmes d'accès à l'enseignement supérieur sont d'abord le résultat d'une autocensure. Les tuteurs sont alors là pour informer les élèves sur ces parcours, les « inspirer ». Cette démarche peut effectivement toucher une petite frange d'élèves, les « pépites » de banlieue ou du monde rural comme on dit parfois, qui se posent des questions auxquelles leur entourage ne peut répondre, ont de bons résultats mais besoin d'un coup de pouce pour oser postuler à des formations ambitieuses.

Cette démarche peut être initiée par des grandes écoles afin de montrer leur sollicitude pour les élèves des milieux défavorisés, souvent avec l'aide de mécènes et de fondations privés. On retrouve parfois, à l'origine, des associations hybrides dont le financement est à la fois public et privé, et qui se focalisent aussi sur l'inspiration et l'élévation des aspirations. Ces démarches ne sont pas sans intérêt, mais le problème est que ces questions ne sont pas l'alpha et l'oméga de l'accès à l'enseignement supérieur.

Qu'en est-il des autres élèves, majoritaires, qui rencontrent des obstacles pour s'orienter dans le supérieur en raison de difficultés à trier l'information, mais surtout parce qu'ils ont des carences académiques pour prétendre à certaines

« L'ORIENTATION SE JOUE POUR BEAUCOUP À TRAVERS LA QUALITÉ ET L'INVESTISSEMENT QUE L'INSTITUTION MET DANS LES ENSEIGNEMENTS »



SKEMA GLOBAL BBA

Choose your way*

Journées Portes Ouvertes le 1^{er} février de 10h à 15h sur les campus de Lille, Paris et Sophia Antipolis

- ▶ Programme accessible de bac à bac+2
- ▶ Visé Bac+4 par l'Etat français
- ▶ 11 spécialisations
- ▶ 100% en anglais
- ▶ Jusqu'à 4 ans à l'international
- ▶ Deux rentrées : septembre** et janvier

****Admission via Parcoursup banque d'épreuves SESAME**

* Choisissez votre voie





WWW.SKEMA-BS.FR



CREATE YOUR OWN INTERNATIONAL FUTURE.

DIPLOME VISÉ PAR L'ÉTAT (BAC+4)

1 À 3 SESSIONS D'ÉTUDES À L'ÉTRANGER

18 MOIS D'EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

LA FORCE DU RÉSEAU INSEEC U. : 120 000 ANCIENS

BBA INSEEC

LYON • BORDEAUX • LONDON • SAN FRANCISCO

Etablissement d'enseignement supérieur technique privé

filières ? Les étudiants tuteurs n'ont pas les compétences, et ne sont d'ailleurs pas sollicités dans ce but, pour accompagner pédagogiquement et remettre à niveau les élèves plus fragiles afin qu'eux aussi aient de l'ambition. Là est le rôle de l'institution scolaire. Sauf que ces élèves baissent aussi dans les discours méritocratiques, puisque c'est de cela qu'il s'agit.

Quels effets ces discours peuvent-ils avoir sur eux ?

Pour un jeune qui va réussir à dépasser son horizon scolaire parce qu'il aura été mieux informé ou inspiré, combien d'autres en sortiront désabusés parce qu'ils ont entrevu un univers enchanteur, jusqu'à ce qu'ils ne reçoivent aucune proposition sur Parcoursup ou bien qu'ils se retrouvent en échec dans une formation pour laquelle ils n'avaient pas le niveau ? Je crois que ce discours du « tout vous est possible » est politiquement dangereux, et risque de créer une génération de frustrés, dans un contexte où la massification de l'enseignement supérieur et la généralisation de la sélection exacerbent la compétition entre jeunes pour l'accès aux filières, et ensuite aux emplois.

Contrairement à ce que peuvent laisser penser certains discours en vogue, les questions de l'autocensure et de la mobilité sociale au moment des choix d'orientation ne sont pas qu'individuelles. Pour une grande partie des jeunes c'est avant, pendant la scolarité, que se joue la question de l'orientation, à travers la qualité et l'investissement que l'institution met dans des enseignements leur permettant d'acquérir les connaissances et compétences nécessaires pour prétendre aux meilleures formations du supérieur. Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas les épauler au moment des choix d'orientation. Mais le défi principal de l'école aujourd'hui est d'offrir à tous un enseignement de qualité afin de réduire les inégalités sociales et scolaires. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR SÉVERIN GRAVELEAU

Des lycéens déboussolés

Avec le nouveau bac, les élèves s'interrogent sur les meilleures combinaisons de spécialités pour intégrer les études qu'ils visent. Sans obtenir de réponse claire

La file est longue et il faudra compter au moins une heure avant d'être reçu dans le petit box de l'un des conseillers d'orientation. Une quinzaine d'entre eux ont été diligentés par l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (Onisep) ce samedi de novembre. Porte de Versailles à Paris, les parents sont en rang avec leurs enfants, profitant du Salon de l'orientation pour s'informer sur une réforme du lycée qu'ils ont le sentiment de ne pas comprendre en entier. Tous ont les mêmes préoccupations à l'esprit : « enseignements de spécialité » et « Parcoursup », ces totems qui remodelent un lycée bicentenaire dans le but de créer une continuité plus grande entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur.

Léa, en classe de 1^{re}, a opté pour une triplète de spécialités maths/anglais/littérature-philosophie, avec le raisonnement suivant : « L'anglais, c'est important ; les maths, c'est plus de débouchés. Et la philo, c'est pour le bac, il faut assurer les arrières. » Et plus tard ? « Je voudrais travailler dans l'architecture ou le design, je ne suis pas trop sûre encore », indique-t-elle. Sa mère complète : « Avec la réforme, les maths sont plus dures et je m'inquiète car je ne suis pas sûre que tu pourras parvenir à des études d'architecture si tu n'as pas un niveau suffisant. »

Deux rangs plus loin, une autre maman se tourmente : « L'orientation est un sujet anxiogène, surtout parce que l'enseignement supérieur méconnaît la réforme du lycée. Les messages envoyés

sont très contradictoires. » Son fils Mirko est en 1^{re}, affichant la triplète scientifique par excellence (maths/physique/sciences de la vie et de la Terre) avec l'objectif de devenir médecin ou ingénieur. « Mon problème, c'est qu'en terminale je devrai renoncer à l'une des spécialités. Mais laquelle ?, s'interroge le lycéen. D'après mes profs, certaines facs de médecine auraient dit de ne pas laisser tomber les maths en terminale, d'autres diraient de ne pas lâcher SVT. C'est perturbant, car aujourd'hui je ne veux pas me fermer de portes pour médecine en enlevant SVT. Mais si j'abandonne les maths ou la physique, ça ne passera plus pour une école d'ingénieurs. »

Après une journée de rendez-vous dans son box, une conseillère évoque pêle-mêle ce qui revient en boucle dans la bouche des lycéens : « bouffées d'angoisse », « abandon des maths », « quelles spécialités pour faire ce métier ? », « redoubler pour prendre une autre spécialité ? »... « Je leur ai donné toutes les informations possibles mais je ne pouvais pas toujours répondre à leurs questions, regrette-t-elle. Une seule chose est sûre : cela les perd d'avoir le choix. »

Casser les filières : tel était l'objectif premier de la réforme portée par le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, qui se félicite des choix de spécialités retenus par les élèves de 1^{re}. A la rentrée 2019, 48 % d'entre eux ont choisi une triplète qui ne correspond pas aux anciennes séries. Certes, maths/physique/SVT est en tête, avec 28 %, mais ce taux

reste bien en deçà des 52 % d'élèves qui étaient en série S. Quant aux profils « ES », ils ne sont que 8 % à avoir reproduit la maquette sciences économiques et sociales/maths/histoire-géographie, alors qu'ils étaient 33 % dans cette filière auparavant.

DES ABANDONS FRÉQUENTS ?

La gageure est désormais de favoriser la continuité des parcours dans l'enseignement supérieur pour des élèves aux profils scolaires diversifiés, mais qui peuvent aussi être déboussolés, dépassés même, par leur choix de spécialités. Illuny, en 1^{re} au lycée Colbert, à Paris, n'assume pas la triplète maths/physique/SVT : « Je déprime, je n'arrive pas à avoir une bonne moyenne et je n'arrive pas à me concentrer en cours. » « Avec les filières, c'était plus simple. Là, on nous a laissé gérer à l'aveugle sans nous avoir donné les programmes. On nous a dit de choisir sans nous aider à comprendre ces choix, enchaîne sa camarade Naïs. Mon prof principal est totalement dépassé lui aussi. »

Lycéenne dans les Hautes-Pyrénées, Carla a jeté l'éponge après les vacances de la Toussaint. Faute de pouvoir opter pour langues et cultures de l'Antiquité, que ne proposait pas son établissement, la jeune fille s'était « rabattue » sur la spécialité maths. « J'avais 15 de moyenne en 2^{de}, et je me suis dit que c'était bien de continuer vu que les maths disparaissaient du tronc commun de 1^{re}. Mais très vite, je me suis sentie perdue », raconte-t-elle. Après discussion avec ses parents,

elle a décidé d'abandonner les maths et de s'inscrire au Centre national d'enseignement à distance (CNED), pour suivre la spécialité langues et cultures de l'Antiquité.

Ces abandons se seraient multipliés sur le territoire, même si aucun chiffre ne filtre officiellement du décompte effectué par le ministère fin décembre. « Ils sont un paquet à vivre la même situation, témoigne Marc Dazy, représentant de la Fédération des conseils de parents d'élèves au lycée Lalande, à Bourg-en-Bresse (Ain), et dont le fils Louis patine lui aussi en spécialité maths. Le proviseur avait bien répété que le dernier choix appartenait aux familles, autrement dit qu'il s'en lavait les mains. En plus du moral, ça plombe aussi le dossier de mon fils pour Parcoursup. »

« Mon état d'esprit c'est "on verra". Avec Parcoursup, on n'entre pas forcément où on voudrait. On ira donc où on nous acceptera », lâche Eléa, lycéenne à Cesson-Sévigné (Ille-et-Vilaine), qui ne sait pas quels seront les prérequis de connaissances et de compétences demandés par les formations qu'elle vise. « A ce que je comprends, toutes les filières sont dans le flou et ne savent pas encore comment sélectionner entre les spécialités choisies », ajoute-t-elle. A Tarbes, Carla a pris les devants. « J'ai appelé l'école d'orthophonistes de Toulouse pour connaître les critères d'admission. On m'a répondu : la maîtrise de l'orthographe. Je me sens perdue de ne pas savoir vers où je vais, et comment y aller. » ●

SOAZIG LE NEVÉ

MAKE

(oui, fais les choses et n'attends pas)

THE

WORLD

(oui, laisse les frontières aux autres)

YOURS*

(oui, choisis une école qui fait bouger)

ISG

INTERNATIONAL BUSINESS SCHOOL

isg.fr

INSCRIPTIONS AUX PROGRAMMES

GRANDE ÉCOLE ET BACHELOR

EN MANAGEMENT INTERNATIONAL

SUR PARCOURSUP

Etablissement privé d'enseignement supérieur.
Cette école est membre de  EFMD EQUIS

* ISG OSEZ LE MONDE

 **EBS** PARIS

EUROPEAN BUSINESS SCHOOL

PARIS

GENÈVE

SAN FRANCISCO

LONDRES



LA BUSINESS SCHOOL

DE LA NOUVELLE ÉCONOMIE

 **parcoursup**

 **CONCOURS SESAME**

 **AMBITIONS BY UGEI**









GROUPE
■●||| **ESRA**

École Supérieure de Réalisation Audiovisuelle

**FORMATIONS AUX MÉTIERS
DU CINÉMA,
DU SON
ET DU FILM
D'ANIMATION**



**DIPLOME VISE
CONTROLE
PAR L'ÉTAT**

**Diplômes visés par
l'Etat à BAC +3**

**PORTES
OUVERTES**

17-18 JANVIER **10h - 18h**
▷ Réunions d'information à 11h et 15h ▷ Visites des studios

INSCRIPTION SUR PARCOURSUP

135, avenue Félix Faure . PARIS 15^{ème} . 01 44 25 25 25

www.esra.edu
Enseignement supérieur technique privé reconnu par l'État



A gauche : Regard, positionnement du corps, utilisation du silence... Dans cet atelier, des élèves du lycée Galilée de Gennevilliers apprennent, vendredi 10 janvier, les techniques d'un bon discours à l'oral. Ci-contre : Professeur d'anglais en collège, Nelson Kamen est animateur pour l'association Graine d'orateur 93. Ci-dessous : Pas de cours magistral, les lycéens sont incités à participer et à interagir lors d'exercices ludiques.

SIMONE PEROLARI POUR «LE MONDE»

NOUVEAU CONCOURS À SCIENCES PO

En 2021, les candidats à Sciences Po Paris seront les premiers à expérimenter une procédure réformée pour entrer en première année. Les épreuves écrites seront supprimées et une nouvelle version de l'oral sera instituée. Rallongée pour durer trente minutes, cette épreuve n'est pas pensée comme un «oral couperet», précise cependant Bénédicte Durand, directrice des études de l'école: «La note sera ajoutée à celles des trois autres critères, évalués par un dossier: trajectoire du lycéen, notes du bac et projet motivé.» La plus grande partie de l'entretien tournera autour d'une lecture d'image (photo, tableau figuratif ou abstrait), commentée par le candidat. S'ensuivra un temps d'échange, où l'école entend tester la culture générale, la capacité de rebond ou d'imagination du candidat. «Avec la surprise du support, il ne s'agit pas de valoriser des parcours de sur-préparation, avec des candidats qui auront appris par cœur la plaquette de l'école», souligne la directrice des études. Autre grande nouveauté: l'oral sera effectué à distance par ordinateur, pour tous les candidats. Un moyen essentiel, pour Sciences Po, «de gommer les inégalités de proximité au centre d'examen parisien».

EXPLORE MORE Travel

> PROGRAMME GRANDE ÉCOLE
DIPLOME VISÉ BAC+5
GRADE DE MASTER

> BACHELOR MANAGEMENT INTERNATIONAL
DIPLOME VISÉ BAC+3



OLD SCHOOL • YOUNG MIND

De retour de son année à Boston, elle sera bilingue et saura s'adapter à d'autres façons de vivre et de penser. Grâce à ses deux campus internationaux à Dublin et Oxford et à ses 200 universités partenaires à l'étranger, l'EM Normandie fournit à chacun les clés pour mieux comprendre le monde et y trouver sa place.

SOPHIE U2



LES ACTIVITÉS EXTRASCOLAIRES DE PLUS EN PLUS STRATÉGIQUES

Engagement associatif, bénévolat, humanitaire... Alors que la sélection s'individualise, ce type d'expériences aide à se distinguer. Elles sont aussi un marqueur social



Les étudiants de Sciences Po Paris ont créé l'association Paves pour distribuer des paniers de produits bio. ROBERT KLUBA/REA

Chaque vendredi, Camille, 21 ans, donne des cours de soutien scolaire bénévole à une jeune Syrienne en plein apprentissage du français. Depuis le début de l'année, cette Rennaise prête aussi régulièrement main-forte à l'association Des territoires aux grandes écoles, un groupe d'étudiants et de diplômés qui agissent pour l'égalité des chances dans le système scolaire. La jeune femme entend «sortir de sa zone de confort» à travers cet engagement, elle qui s'était jusque-là concentrée uniquement sur ses études. Mais c'est aussi

pour Camille une manière de se «démarquer» en vue des concours aux écoles de journalisme qu'elle passera en fin d'année. «Je les ai tentés une première fois, sans succès, raconte-t-elle. Je viens d'un petit village dans les Deux-Sèvres où on est peu informés et, dans mon entourage, personne n'avait passé de concours : je ne savais pas ce qu'on attendait d'un candidat... Avec ce premier passage, j'ai compris que des activités associatives pouvaient faire la différence lors d'un oral.» Déjà titulaire d'une licence d'information-communication, la jeune femme a fait le choix de l'année

sabbatique, afin d'avoir le temps «d'enrichir [son CV]». «Le bénévolat permettra de montrer mon côté humain, très important dans le journalisme», espère-t-elle. Engagement associatif, bénévolat, activités culturelles, compétitions sportives, séjours humanitaires... Ajouter, en plus des stages, des lignes à son CV est devenu déterminant pour ceux qui, comme Camille, se destinent à passer des examens, alors que la sélection se veut davantage individualisée.

UNE ENVIE, DES CAPACITÉS
«C'est une logique de sélection qui a été renforcée ces dernières années, notamment avec Parcoursup, qui intègre lettre de motivation et CV dans les candidatures des lycéens», observe Vincent Tiberj, enseignant-chercheur en sociologie, chargé de la réforme du concours de Sciences Po Bordeaux. Son établissement a décidé, dès cette année, de supprimer ses épreuves écrites au profit d'une analyse de dossier et d'un oral. «Le champ scolaire ne suffit pas à une école pour juger si un étudiant fera, par exemple, un bon manager ou un bon penseur du social. En le faisant parler de ses activités extrascolaires, on vérifie d'autres compétences : les fameuses "soft skills".»

Pour Alice Guilhon, directrice de Skema Business School et présidente du Chapitre des écoles de management, ce sont des indices précieux : «Des étudiants qui ont été dans des associations ou qui ont voyagé démontrent une certaine capacité à prendre des décisions, à faire des choix et à additionner des expériences : cela fait partie des qualités qu'on attend. On va chercher à lire dans ces engagements un attrait pour l'international ou les valeurs d'humanisme, d'empathie et l'esprit d'entreprendre, valorisés par notre école.»

«LE CHAMP SCOLAIRE NE SUFFIT PAS POUR JUGER SI UN ÉTUDIANT FERA, PAR EXEMPLE, UN BON MANAGER»
VINCENT TIBERJ
chargé de la réforme du concours de Sciences Po Bordeaux

Afin de se différencier pour le concours du Celsa, Mathilde Aubinaud s'était lancée dans l'écriture d'un blog, où elle interviewait des entrepreneurs et chefs d'entreprise autour du thème de l'audace. «Mon grand-père, qui était professeur à l'Essec et à Dauphine, m'avait encouragée à présenter quelque chose qui montre la solidité de ma motivation, qui soit une colonne vertébrale.» La jeune femme de 28 ans, aujourd'hui communicante, a le sentiment que ce blog a fortement pesé lors de son oral d'admission. «Cela a permis de faire naître la conversation. Cela donnait une épaisseur à ma candidature, et cela présentait mon envie d'apprendre, ma capacité à tenir une ligne éditoriale, à persévérer...»

Les élèves issus de milieux favorisés sont davantage au courant des attendus dans les concours, et leurs familles ont aussi les moyens de les encourager à mener des activités valorisées et parfois onéreuses (musique, voyages à l'étranger...). Quitte, parfois, pour les candidats, à forcer le trait. «Lors d'un oral à Sciences Po Paris, nous recevions un fils de diplomate, qui affirmait être engagé politiquement. Mais on s'est rendu compte qu'il n'avait pris sa carte de parti que six mois avant l'oral, se souvient Vincent Tiberj. Il avait coché toutes les cases car ses parents l'avaient guidé.»

ÉLARGIR LA VALORISATION
«Aujourd'hui, ces activités annexes sont le marqueur de l'élite, n'hésite pas à affirmer Vincent Tiberj. Les familles de classes sociales supérieures, conscientes de ces critères, développent une logique presque instrumentale de ces activités. C'est un retour du délit d'initiés. L'inégalité d'accès à cette information – mais aussi la différence des opportunités territoriales – contribue à maintenir les inégalités sociales.»

Certaines écoles disent ne pas prêter attention outre mesure à ces activités valorisées. Au Centre de formation des journalistes de Paris, les épreuves écrites d'admissibilité ont été supprimées en 2018, remplacées par un dossier que les candidats remplissent chez eux et sur lequel rebondit le jury de l'oral d'admission. Ce document consacre une partie entière au «parcours per-

sonnel» de l'étudiant (langues, stages, activités associatives). «Mais quelqu'un qui a coché toutes les cases – j'ai donné des cours de maths en banlieue, j'ai fait un job d'été ouvrier et ensuite un voyage humanitaire –, c'est finalement classique. Et cela nous intéresse peu, affirme Julie Joly, directrice de l'école. Nous allons plutôt attendre le candidat sur sa capacité à mener une réflexion à propos de son parcours et de ses choix. Qu'il ait réalisé une multitude d'activités ou qu'il soit resté très scolaire car il devait, par exemple, aider à la maison et n'avait pas le temps pour un autre

engagement : cela dit quelque chose sur son regard.»

Pour autant, savoir mettre en valeur son parcours n'est pas toujours évident. «Au concours de Sciences Po Bordeaux, on cherche à casser cette logique très légitimiste, certifie Vincent Tiberj. Il s'agit d'apprendre au jury à juger aussi positivement les jeunes qui vont à l'opéra que ceux qui fréquentent la MJC du quartier. Mais un enfant d'ouvrier qui travaille sur les marchés ou en supermarché – jobs qui peuvent être plus formateurs que des séjours à l'étranger – va-t-il considérer que c'est pertinent et le mentionner? Nous sommes face à un défi d'information : il faut faire savoir aux jeunes qu'une multitude de parcours peuvent être valorisés.»

Valoriser toutes les expériences, mêmes celles qui sortent des canons classiques : le dispositif TrouveTaVoie est né de ce constat en 2015. Mis en place par l'école de commerce Essec et touchant désormais près de 300 établissements, il accompagne des lycéens de milieux populaires dans la formulation de leurs candidatures, à travers un tutorat étudiant et des ressources numériques. «Beaucoup commencent par dire qu'ils ne savent rien faire, raconte Chantal Dardelet, directrice du pôle Égalité des chances de l'Essec. L'idée est de leur permettre de valoriser leur vécu. Quand on creuse avec eux, on se rend compte qu'ils sont arbitres de foot le week-end, qu'ils lisent des mangas, que leur langue maternelle n'est pas le français...»

En plus de chercher à lever l'autocensure chez ces jeunes, le dispositif apporte une réelle richesse à l'école, insiste Chantal Dardelet : «On voit arriver à l'oral des candidats qui nous présentent un parcours formidable, laissant apparaître de nombreuses compétences : courage, persévérance, adaptabilité. Ils se révèlent.»

ALICE RAYBAUD

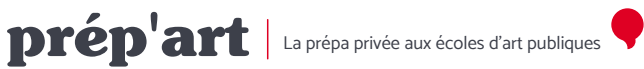


CAREL
centre de langues Royan

FORMATION EN LANGUES ÉTRANGÈRES
Collège - Lycée - Étudiants
ANGLAIS - ESPAGNOL - ALLEMAND

Perfectionnement linguistique.
Préparation aux concours et grandes écoles.
Préparation certification TOEIC

www.carel.org | info@carel.org | 05 46 39 50 00



prép'art | La prépa privée aux écoles d'art publiques

Préparez en un an les concours des grandes écoles d'Art, de Design et de Cinéma

90% de réussite aux concours

PORTES OUVERTES 1 & 2 février

INSCRIPTIONS RENTRÉE
Cours du jour Art ou Cinéma
Cours du Soir
Admission sur entretien

STAGES D'ORIENTATION & DE DÉCOUVERTE ART OU CINÉMA
Dates sur le site

Paris
23 passage de Ménilmontant
75011 Paris
01 47 00 06 56

Toulouse
51 rue Bayard
31000 Toulouse
05 34 40 60 20

prepart.fr

TROP SÉLECTIVES, LES ÉCOLES D'ORTHOPHONIE SE RÉFORMENT

Le choix des étudiants reposera sur leur dossier et un oral, mettant un terme aux concours écrits

Un concours est une compétition en vue d'octroyer « un titre, un prix, une place aux meilleurs concurrents », selon le dictionnaire Larousse.

Curieusement, la définition ne sied pas à ceux qui permettent d'entrer dans les écoles d'orthophonie, devenus des moulinettes à broyer les vocations. La réforme de l'accès à ces écoles est une urgence depuis plusieurs années : le gouvernement prévoit en 2020 une refonte du système étalée sur deux ans.

« Il y a aujourd'hui une telle distorsion entre le nombre de places et le nombre de candidats que la sélection est devenue démentielle », reconnaît Frédéric Pasquet, président des centres de formation universitaire en orthophonie. A la rentrée 2019, seulement 3 % des candidats (qui sont très majoritairement des candidates) ont obtenu une des 950 places ouvertes dans l'un des établissements disséminés dans toute la France. Sur la ligne de départ du marathon, 50 % des candidats sont titulaires d'un bac S, 30 % d'un bac L, les autres ont décroché un bac ES ou sciences et techniques médico-sociales. Dans le système actuel, le concours « ne cherche pas à sélectionner les postulants les plus compétents, mais à éliminer du monde », regrette Gaëlle Lancelle-Chollier, vice-présidente de la Fédération nationale des orthophonistes (FNO) chargée de l'accès à la vie professionnelle.

La première vraie sélection n'est pas l'obtention d'un baccalauréat, mais la capacité financière à financer une année, voire deux, de classes préparatoires dont le coût annuel varie de 3000 à 5000 euros l'année. « Un sacré budget », commente Elise Nuret, étudiante et présidente de l'Association parisienne des étudiants en orthophonie (APEO). Après avoir déboursé une coquette somme pour une classe préparatoire, les candidats et leurs familles n'ont pas fini de mettre la main à la poche. En effet, chaque école organise son propre concours et réclame « 80 euros d'inscription, auxquels s'ajoutent les transports, l'hébergement », témoigne Elise Nuret. Un gouffre pour les uns et, à l'inverse, « des rentrées d'argent pour les centres de formation », souligne Gaëlle Lancelle-Chollier.

EXAMENS ALÉATOIRES

Et pour compliquer la logistique des candidats, aucune coordination n'est réalisée entre les établissements. « Un premier examen peut avoir lieu le mercredi à Lille, un deuxième le jeudi à Bordeaux, un troisième le vendredi à Poitiers », poursuit Elise Nuret. Aux étudiants de s'organiser, « mais nous sommes démunis, et rien n'est fait pour nous aider à passer cet examen », déplore Coline Segard, 20 ans, étudiante en BTS commerce international après deux années de classe préparatoire et trente échecs aux concours.

Enfin, les écoles n'ont pas les mêmes attendus, ce qui accentue l'aspect aléatoire de l'examen. Les candidats se voient demander, selon les concours, des règles grammaticales, de la biologie, de la conjugaison, des mathématiques, des QCM de culture générale... « On m'a même demandé le nom de la poule qui pond des œufs bleus », témoigne une candidate. Côté organisateurs, Frédéric Pasquet reconnaît que certains QCM vont trop loin. « Mais il faut des épreuves sélectives, il n'y a pas 36000 solutions ! »

De gros changements s'annoncent dès 2020, avec l'entrée de ces formations sur la plate-forme Parcoursup. Les lycéens seront sélectionnés sur leur dossier scolaire puis par un oral d'admission. En clair, c'est la fin des concours et des prépas onéreuses qui les précèdent... Mais pas tout de suite : 2020 sera une année de transition « avec une admission selon les formes traditionnelles pour les candidats ayant fait une prépa et qui entendent légitimement valoriser cette préparation », précise le ministère de l'enseignement supérieur, interrogé par *Le Monde*. Deux concours, dans deux regroupements d'universités, un dans le nord et un dans le sud de la France, seront organisés. En 2021, il n'y aura plus qu'une seule modalité d'admission : examen du dossier et entretien.

Cette réforme est vue comme un premier pas par la profession. Moins de sélections par l'argent, c'est « plus d'égalité des chances », se réjouit Gaëlle Lancelle-Chollier. « Le système de classe préparatoire avait tendance à typer socialement le profil des candidats. Nous aurons une plus grande diversité sociale. Nous sommes pour », poursuit Frédéric Pasquet.



Près de 1800 candidats attendent le début des épreuves du concours d'orthophonie de Poitiers en 2008, pour 25 places. UNIVERSITÉ DE POITIERS

Le ministère, de son côté, avance qu'avec cette nouvelle procédure, l'un des problèmes de la filière sera résolu : « Actuellement, toutes les places n'étaient pas entièrement pourvues, non pas faute de candidats, mais faute de coordination entre les dispositifs d'admission dispersés. » En effet, puisque les universités ne communiquaient pas entre elles, un candidat admis dans plusieurs écoles pouvait bloquer des places. En 2019, quelques dizaines n'auraient pas été pourvues. Ensuite, la réforme des études de santé en cours « peut aussi être l'occasion de mettre en place des passerelles entrantes », selon le ministère de l'enseignement supérieur. En clair : de permettre aux étudiants en filière santé de rejoindre les écoles d'orthophonie.

Toutefois, si la réforme diversifiera les voies d'accès, elle ne prévoit pas de hausse significative du nombre de diplômés. « Pourtant, il y a un besoin de soin en orthophonie partout sur le territoire français », souligne Christophe Rives, vice-président de la Fédération nationale des orthophonistes chargé de l'exercice libéral. De ce point de vue, toute la France est un désert médical, il y a seulement des déserts plus ou moins arides. » L'étudiante Elise Nuret le reconnaît : « Lorsque nous sortirons de l'école, nous travaillerons où nous voudrons, il y a de la place... partout. »

« MANQUE DE VOLONTÉ POLITIQUE »

En Ile-de-France, il n'est pas rare, pour un patient, de devoir attendre une année avant une consultation. Dans le Cantal, la Creuse, l'Aveyron, le Gers, ce sont deux années qu'il faut patienter pour obtenir un rendez-vous, selon la FNO. « Cette distorsion entre les besoins sur le terrain va encore s'accroître avec les premiers départs à la retraite. L'âge moyen de notre profession est de 40 ans, et beaucoup vont bientôt partir. La profession va connaître un "mamy-boom" que nous ne serons pas en mesure de compenser », prévient Christophe Rives.

Les étudiants frappent à la porte des écoles pour apprendre un métier et les patients frappent à la porte des orthophonistes pour obtenir des soins. Entre les deux, un nombre de places trop restreint. « C'est le résultat d'un manque de moyens chronique et d'un manque de volonté politique », estime la FNO. « Nous sommes d'accord pour former davantage d'étudiants si on nous accorde les moyens d'encadrement et des postes », abonde Frédéric Pasquet. Depuis 2013,

plusieurs centres ont ouvert, à Clermont-Ferrand, Brest et Rennes, chacun en mesure de former 25 à 30 étudiants.

Pour les recalés français qui ne trouvent pas de place, reste la filière belge. Des centaines d'étudiants hexagonaux partent chaque année outre-Quiévrain pour rejoindre les universités de Mons et de Bruxelles. Ils se forment aux frais de la Fédération Wallonie-Bruxelles s'installer le plus souvent en France, qui récupère des orthophonistes formés et qui n'ont rien coûté.

SI LA RÉFORME DIVERSIFIERA LES VOIES D'ACCÈS, ELLE NE PRÉVOIT PAS DE HAUSSE SIGNIFICATIVE DU NOMBRE DE DIPLÔMÉS

En 2018, ils sont 524 diplômés de Belgique à avoir demandé une autorisation d'exercice en France. Plus de 300 d'entre eux l'ont obtenue rapidement, les autres candidats doivent se soumettre à des « mesures de compensation » (stages), afin d'être en mesure d'exercer. Le fossé entre l'offre de formation et les besoins de ce métier de la santé demeure considérable. Sollicité par *Le Monde*, le ministère de la santé n'a pas répondu. ●

ÉRIC NUNÈS

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT

BÂTISSEURS D'UN MONDE MEILLEUR

PORTES OUVERTES

LYON > 25.01.20
RENNES > 01.02.20
PARIS > 28.02.20

www.ecole3a.edu

POST-BAC À BAC+5

- > Responsabilité sociétale des entreprises
- > Economie sociale & solidaire
- > Humanitaire & solidarité internationale
- > Finance responsable
- > Développement international

CAMPUS À LYON, PARIS ET RENNES

DIPLOME VISE CONTRÔLÉ PAR L'ÉTAT

TITRES CERTIFIÉS RNCP NIVEAUX 6 & 7

LE RECRUTEMENT DES PSYCHOMOTRICIENS ÉVOLUE

Intégrées à Parcoursup, les écoles suppriment progressivement leurs épreuves écrites

Une vingtaine de jeunes femmes et hommes sont couchés en chien de fusil et en silence sur des tapis. Ils ont reçu comme consigne de passer de « l'horizontalité à la verticalité ». « Un processus » que la psychomotricienne Claire Musitelli, qui dispense un cours d'expression corporelle sur « l'axialité et la verticalité » à l'Institut supérieur de rééducation psychomotrice (ISRP) à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), leur propose de « redécouvrir mouvement après mouvement ». D'abord, il « faut descendre à l'intérieur de soi, puis activer la chaîne musculaire de la langue, puis le bout des doigts, et le bout des pieds », explique la formatrice d'une voix calme.

Comme pour les nourrissons, le regard et la curiosité de ces jeunes étudiants guident progressivement le mouvement et entraînent la tête, puis la colonne vertébrale ; ils passent sur le ventre puis à quatre pattes et trouvent enfin le moyen de se redresser, jusqu'à la marche. Dans cet exercice de conquête de la verticalité, l'objectif est de décomposer le mouvement de redressement qui, s'il semble naturel pour ces gens bien portants, est l'aboutissement d'un long processus d'apprentissage. Ils devront s'en souvenir lorsque, diplômé d'Etat de psychomotricien en poche, ils travailleront avec des enfants, des personnes âgées, ou des personnes en situation de handicap.

SÉLECTION EXTRÊMEMENT RUDE

La psychomotricité est une « jeune » discipline. En France, elle trouve ses origines dans le travail mené par la kinésithérapeute Giselle Soubiran et le neuropsychiatre et psychanalyste Julian de Ajuriaguerra, dans les années 1950, auprès des enfants de l'hôpital Henri-Rousselle (hôpital Saint-Anne). En 1974, le diplôme d'Etat de psychomotricien est créé. Le « plan Alzheimer », lancé en 2008, acte la montée en charge de la formation de ces praticiens qui, du nourrisson à la personne âgée, travaillent à la rééducation du corps et à la réduction des troubles psychomoteurs.

L'accès à la formation, qui dure trois années après le bac, est sélectif, et soumis à un « numerus clausus » fixé

Exercice pratique pour les élèves de l'Institut supérieur de rééducation psychomotrice de Boulogne-Billancourt.

BENJAMIN BROLET



chaque année par le ministère de la santé (990 étudiants admis en 2019-2020).

Pour réussir des concours devenus de plus en plus sélectifs, les jeunes qui souhaitent entrer dans la quinzaine d'instituts de formation de psychomotricien sont de plus en plus nombreux à passer par une année de prépa privée. Les examens sont constitués d'épreuves de biologie et de compréhension de texte, d'un entretien et de tests psychotechniques. La sélection est devenue, au fil des ans, extrêmement rude.

« C'est pour éviter ce marché juteux des prépas privées que les ministères de la santé et de l'enseignement supérieur ont lancé en mars 2019 une réflexion pour inscrire cette formation paramédicale sur la plate-forme Parcoursup et, à terme, supprimer le concours d'entrée », explique Yannick Thomas, directeur du Syndicat

national d'union des psychomotriciens. Pour 2020, année de transition, il existera trois voies d'accès possibles : le concours, pour ceux qui auraient déjà commencé une prépa privée ; l'admission sur dossier et oral ; et l'admission simple sur dossier.

A l'ISRP, par exemple, ils étaient 1500 candidats pour 210 places en 2019, précise Franck Lemonnier, le directeur

LE « PLAN ALZHEIMER », LANCÉ EN 2008, ACTE LA MONTÉE EN CHARGE DE LA FORMATION DE CES PRATICIENS

de l'école. Selon lui, ce ratio témoigne du « fort développement et de l'attractivité de ce métier ». Dans les années à venir, les compétences de ces professionnels de santé seront de plus en plus recherchées : troubles « dys » (dyspraxie, dysphasie...), troubles de l'attention, troubles du comportement, autisme, personnes en situation de handicap, personnes atteintes de maladie neurodégénérative, personnes âgées, etc. Selon le directeur de l'ISRP, 90 % des diplômés de son école trouvent un travail en moins de trois mois et 67 % d'entre eux sont en CDI.

Au cours d'expression corporelle, les étudiants sont majoritairement des étudiantes, qui ont un bac général, et ont suivi le plus souvent une année de prépa postbac. « J'ai toujours voulu faire ce métier. J'ai un oncle trisomique qui est en ESAT [établissement et services d'aide

par le travail], donc je connaissais déjà les soins et quelques techniques pour l'aider dans son quotidien », témoigne Zoé Bouché qui, après son bac S dans un lycée agricole, a suivi une année de classe prépa à Arras (Pas-de-Calais).

En alternance dans un institut médico-éducatif dans les Ardennes, elle travaille avec des enfants autistes ou en déficience intellectuelle âgés de 8 à 15 ans. Elle leur propose des ateliers de théâtre, de mime, ou tout simplement des jeux de récréation comme le bérêt ou la marelle – « des jeux qui leur sont inconnus, à eux qui grandissent dans ces institutions ».

NOTION DE JEU

Clarisse Louisin, 20 ans, originaire de l'Oise, a découvert la profession « par hasard ». « J'étais en filière STL [sciences et technologie de laboratoire] et je voulais faire un métier dans le secteur de la santé qui croise les compétences des kinés et des psychologues. » En alternance dans le service gériatrique d'un hôpital du Vexin, elle travaille avec des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer.

« Il y a dans le travail du psychomotricien une dimension psychologique très forte. Il s'agit par exemple d'accompagner des personnes qui ont des sensations de perte de mémoire, de perte de la notion d'espace. On ne peut pas les aider à récupérer ce qui est perdu, mais on peut faire en sorte qu'elles vivent bien leur quotidien en travaillant sur des gestes ou des moyens psychotechniques de se souvenir », explique la jeune femme, qui confie que travailler dans ce service peut être parfois éprouvant pour les soignants.

Dans les couloirs de l'école résonne une musique orientale enivrante, sur fond de cris, de rires et d'applaudissements. Pour les premières années, la journée s'achève avec un cours de danse orientale. Chaque groupe présente une chorégraphie qui compte un « solo », des pas imposés et des moments ensemble. « Toutes les fonctions psychomotrices sont en action : les notions d'espace, de temps, de rythme, de coordination, de dissociation, de schéma corporel », explique Anne Grisez, psychomotricienne et professeure de danse. Et la notion de jeu, fondamentale dans le travail avec les enfants, semble aussi beaucoup plaire à ces étudiants. ●

MARINE MILLER

École Supérieure de Chimie Organique et Minérale



1 PRÉPA INTÉGRÉE
12 SPÉCIALITÉS
5 DOUBLES-DIPLÔMES
1 MASTÈRE SPÉCIALISÉ :
CHIMIE DU VÉGÉTAL

journées portes ouvertes

les samedis **25 janvier**
& **07 mars 2020**
de 9h30/17h30 à Compiègne

1 ALLÉE DU RÉSEAU JEAN-MARIE BUCKMASTER
60200 COMPIÈGNE / FRANCE
TÉL. +33(0)3 44 23 88 00 / www.escom.fr

REJOIGNEZ NOUS SUR :



ecricome
Partenaire de votre réussite

CONCOURS TREMPIN 1&2
APRÈS BAC+2/BAC+3/BAC+4

2095
places proposées
en 2020

Intégrez une Grande École de Management :

Création Paragraphe



www.ecricome.org

Les écoles d'infirmiers s'attendent à un nouveau raz de marée

La fin du concours et l'entrée de ces écoles sur Parcoursup en 2019 avaient attiré plus de 103 000 candidats. Une surprise

La session 2020 de Parcoursup confirmera-t-elle l'engouement de 2019 pour les Instituts de formation en soins infirmiers (IFSI)? Alors que les candidats s'apprentent à formuler leurs premiers vœux sur la plate-forme d'orientation le 22 janvier, les écoles d'infirmiers se préparent à sélectionner leur deuxième promotion d'étudiants sans concours, supprimé l'an dernier. Les IFSI ont rencontré en 2019 un surprenant succès pour leur première année sur Parcoursup : plus de 103 000 candidats ont postulé dans les différents établissements spécialisés. La plate-forme a même recensé 540 000 vœux, faisant des IFSI la formation la plus demandée de la plate-forme.

« On ne s'attendait pas à un tel succès », concède Florence Girard, présidente de l'Association nationale des directeurs d'écoles paramédicales (Andep), elle-même directrice d'un IFSI. Avant l'abandon du concours, le nombre de candidats était estimé entre

40 000 et 50 000 par le ministère de l'enseignement supérieur. Dans un contexte de crise de l'hôpital, où les infirmiers dénoncent des conditions de travail éprouvantes, ces chiffres ont de quoi étonner. Les écoles s'inquiétaient d'ailleurs depuis plusieurs années d'une baisse tendancielle du nombre de candidats et de places restées vacantes à l'issue du processus de sélection.

CINQ VŒUX MAXIMUM

Sur ces points, la suppression du concours a porté ses fruits : les 326 IFSI ont fait le plein en 2019. Les professionnels restent cependant prudents. Selon les formateurs, à l'attrait de la nouveauté s'est ajouté l'an dernier un effet purement arithmétique. Chaque vœu sur Parcoursup permet de se porter candidat à l'un des 40 « groupements géographiques » d'IFSI, réunissant chacun de 3 à 26 instituts. Or, en 2019, les futurs étudiants pouvaient en formuler jusqu'à 10 et autant de sous-vœux qu'ils

le souhaitaient pour désigner des instituts spécifiques. Résultat : 1,5 million de vœux et sous-vœux formulés.

« Nous nous étions dit que cela permettrait de mailler le territoire, mais ça a créé un nombre incalculable de demandes », précise Florence Girard. Pour cette nouvelle session, le ministère, en accord avec les IFSI, a décidé de limiter le nombre de vœux autorisés à cinq. De quoi aussi mieux identifier les préférences géographiques des candidats, précise le ministère.

Le nombre de candidats n'en reste pas moins en hausse. Pour les formateurs, les chiffres de 2019 témoignent d'une attractivité renouvelée de la formation en soins infirmiers, désormais pleinement intégrée au cursus universitaire. « C'est une reconnaissance d'une formation qui ouvre des perspectives aux étudiants. Ils ont maintenant la possibilité de poursuivre des études en soins infirmiers jusqu'au doctorat », explique la directrice de l'Andep.

La fin du concours a aussi levé des barrières pour les postulants. « Le coût des inscriptions était un frein à la mobilité géographique et à la possibilité de passer plusieurs concours. Cette sélection par l'argent n'existe plus, et cela attire davantage de candidats », se félicite Félix Ledoux, président de la Fédération nationale des étudiants en soins infirmiers (Fnesi). En concentrant l'intégralité de l'offre, la plate-forme d'orientation a également donné de la visibilité à toutes les écoles. « J'ai découvert des IFSI dont je ne soupçonnais pas l'existence, ça m'a permis de comprendre que j'aurais partout des perspectives professionnelles », explique Gaspard Joret, vice-président du syndicat, en première année à Rennes. Lui voulait être infirmier « depuis des années », car « c'est un métier humain, très riche, où l'on peut aider les gens ».

SÉLECTION RENFORCÉE

L'absence de concours n'a pourtant pas assoupli la sélection, loin s'en faut. Avec un nombre de places stable en 2019 (30 920), le taux de sélection de la filière a grimpé en flèche. Dans les IFSI, l'organisation du recrutement est totalement bouleversée, mais le niveau d'exigence est resté le même. Le classement final des dossiers mêle les scores attribués par Parcoursup en fonction des notes au lycée et des « fiches avenir » (remplies par les professeurs), et l'évaluation des dossiers par chaque groupement géographique d'IFSI.

« Nous avons accès à leur projet motivé, aux appréciations des professeurs et à leurs activités et centres d'intérêt, s'ils les ont renseignés. Nous notons ces éléments grâce à une grille établie en fon-

tion des cinq attendus nationaux », détaille Martine Sommelette, présidente du Comité d'entente des formations infirmières et cadres (Cefiec). Cette grille d'évaluation est propre à chaque groupement géographique.

« Les critères d'examen des dossiers ont été conçus pour permettre à des publics divers d'obtenir des scores élevés. Ils valorisent les résultats académiques pour des élèves de terminale générale, la connaissance du métier, la motivation ou la réalisation de stages pour des jeunes de terminale technologique ou professionnelle, ou qui ont suivi une année de préparation », explique-t-on au ministère.

« Nous craignons que l'algorithme favorise les bacs généraux, nous avons été soulagés de voir que les bacs technologiques étaient finalement gagnants », souligne Félix Ledoux, de la Fnesi. Le profil de la promotion 2019 a été similaire à celui des années précédentes, avec 44 % de bacs généraux, 39 % de bacs technologiques et 17 % de bacs professionnels.

L'abandon de l'épreuve orale, qui faisait partie de l'ancien

concours, continue cependant d'agacer. « Lors de cet entretien, on arrivait à détecter un projet qui manquait de maturité, ou une attitude qui ne cadrerait pas avec les exigences du métier. Maintenant, nous devons gérer les inadéquations une fois que les étudiants sont là », regrette Virginie Schlier, présidente du Syndicat national des professionnels infirmiers. Du côté de l'Andep, on se veut rassurant. « Le choix sur dossier est un exercice d'analyse plus fin, une autre façon de faire, mais je ne pense pas qu'on se soit trompé sur notre sélection », estime Florence Girard.

Le principal changement réside dans la moyenne d'âge des nouveaux étudiants, qui intègrent désormais les écoles plus rapidement après le bac : 19,5 ans contre plus de 22 ans auparavant, obligeant notamment les IFSI à adapter leurs lieux de stage pour les jeunes sans permis.

D'autres questions restent en suspens. L'absence de critères géographiques dans la sélection des candidats entraînera-t-elle une hausse des demandes de mutation des diplômés qui se sont formés loin de chez eux ? Le jeune âge des nouvelles recrues ira-t-il de pair avec un manque de maturité des projets professionnels, qui conduirait à une hausse des interruptions de formation ? Aucun chiffre disponible ne va pour l'instant en ce sens. « Le concours, c'était une autre époque, conclut Martine Sommelette, du Cefiec. On a pu également faire des mauvais castings et des déçus avec le concours. L'enjeu pour les écoles est maintenant d'affiner leur processus de sélection. »

ÉLÉA POMMIERS

**Erasmus+**

Près de

900

établissements français de l'enseignement supérieur permettent de **partir avec Erasmus +** en Europe et dans le monde

Futurs bacheliers, préparez votre expérience internationale dès vos choix sur Parcoursup !

Découvrez la carte sur : agence.erasmusplus.fr

LES AVANTAGES

- + STAGE DÈS L'ANNÉE DE L1 ÉTUDES DÈS L'ANNÉE DE L2
- + PAS DE FRAIS D'INSCRIPTION À L'ÉTRANGER
- + UNE BOURSE JUSQU'À 520€ PAR MOIS (CUMULABLE AVEC DES BOURSES NATIONALES ET LOCALES)
- + LA VALIDATION DE VOS CRÉDITS ECTS
- + UN SOUTIEN LINGUISTIQUE EN LIGNE
- + LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS DE LA MOBILITÉ AVEC EUROPASS

**Erasmus+**

**PUISSANCE ALPHA**

16 ÉCOLES D'INGÉNIEURS

4 NIVEAUX D'ADMISSION



**PUISSANCE ALPHA**
concours post-bac

**PUISSANCE ALPHA**
concours rentrée décalée

**PUISSANCE ALPHA**
concours bac+1

**PUISSANCE ALPHA**
concours CPCE

ET VOUS, QUEL INGÉNIEUR SEREZ-VOUS ?



ISABEL ESPANOL

FAMILLE

LA VIE D'ÉQUILIBRISTE DES ÉTUDIANTS PARENTS

Environ 110 000 jeunes jonglent entre leurs études et un enfant à charge. Universités et Crous commencent à proposer aides et aménagements

Ce sera une journée sans. Sans fac pour Marie, en licence d'histoire de l'art à l'université de Montpellier. Sa fille a un peu de fièvre et, de toute façon, avec les grèves, «la crèche est fermée». Depuis qu'elle a un bébé, la jeune femme de 22 ans a appris à jongler avec les aléas du quotidien. Elle est loin d'être la seule étudiante dans ce cas. Selon une enquête de l'Observatoire de la vie étudiante (OVE) menée en 2016, 4,5 % de la population étudiante a au moins un enfant. «On estime qu'ils sont environ 110 000 étudiants dans ce cas», estime Arnaud Régnier-Loilier, chercheur à l'Institut national d'études démographiques (INED), qui vient de publier une étude sur ce sujet.

Un chiffre pas anodin, «mais qu'il convient de regarder à une échelle macro», poursuit-il. En Suède, rappelle-t-il, un étudiant sur cinq est parent. En France, parmi les étudiants parents, «une grande partie sont en reprise d'études» et ont eu leurs enfants dans d'autres circonstances, en emploi ou au chômage. «Si on ne tient compte que de la parentalité survenue dans le cadre des études, elle concerne 1,2 % des étudiants interrogés en 2016. Ce qui rend le phénomène assez peu visible.» Une invisibilité qui concourt à masquer les difficultés que peuvent rencontrer ces jeunes. Et, en premier lieu, pour la réussite de leur cursus.

Avec la fatigue de la grossesse puis celle des premiers mois, la scolarité se vit parfois en pointillé. Sans surprise, selon l'étude de l'OVE, les étudiants parents ont plus de difficulté à valider leurs partiels. Au moment de l'enquête, 52 % des étudiants et 50 % des étudiants concernés par la validation semestrielle ayant un petit à charge avaient validé leur premier semestre (contre 65 % chez les étudiants qui n'ont pas d'enfants).

Enceinte alors qu'elle était en prépa, Mayliss Grison a suivi ses cours jusqu'au cinquième mois de grossesse. Elle a repris ses études six mois après la naissance de son fils, à Dauphine : «Je culpabilisais de n'être ni assez mère ni assez étudiante», explique la jeune femme de 23 ans. C'est en effet avec cette double casquette que les étudiants

parents doivent sans cesse négocier. La question du temps devient cruciale : celui qui est accordé aux études ne l'est pas à l'enfant... et inversement. Ce qui débouche sur des organisations millimétrées, sinon acrobatiques. A Montpellier, Marie a redoublé sa deuxième année de licence d'histoire de l'art : «Il y avait beaucoup de travail personnel... Et ma petite fille est très dynamique, je ne pouvais travailler que quand elle dormait. Et comme elle souffrait de reflux œsophagien, elle avait du mal à s'endormir...»

Lynda Oultache, étudiante en master 2 à Montpellier et mère d'une petite fille de 20 mois, doit faire face à peu près aux mêmes difficultés : «Le soir, quand je la récupère, il m'est impossible de réviser. Dès qu'elle voit une feuille, un livre, elle a envie de dessiner dessus ou de déchirer les pages. Et si je ne dors pas, elle ne s'endort pas non plus. Je me couche donc en même temps qu'elle et je me réveille à une heure du matin pour retravailler.»

DES CRÈCHES À LA FAC

«Pour les étudiants parents, toute la difficulté est de tirer profit de chaque poche de liberté. Le temps du quotidien est dicté par le temps de l'enfant, qui est très fractionné. Ce sont des responsabilités auxquelles on ne peut évidemment pas dire non», résume Aden Gaide, doctorant en sociologie à Sciences Po Paris et spécialiste de la question.

Pour autant, ces contraintes, si elles peuvent parfois retarder l'aboutissement du cursus, n'oblitérent en rien la réussite des études. «On observe des parenthèses de six mois à un an, note Aden Gaide. Il existe un discours assez catastrophiste sur le fait d'avoir des enfants pendant les études. Mais j'ai rencontré beaucoup d'étudiants parents qui les avaient réussies.» Certains ont même trouvé un regain de motivation. Marie estime ainsi que, sans sa grossesse, elle ne serait jamais allée au bout de sa première année d'histoire de l'art : «Au début de mes études, je n'étais pas motivée. Ma grossesse m'a incitée à me concentrer sur mes cours. Certes, cela a mis un frein à ma licence, mais je n'ai qu'un semestre à rattraper, cela va me laisser du temps pour peindre.»

Cette situation particulière est aussi l'occasion de développer des liens forts dans son entourage. Des histoires de solidarité et de bienveillance, ces étudiants parents peuvent en raconter un certain nombre. Quand Lynda Oultache a dû passer ses rattrapages, elle n'avait personne pour garder sa petite le temps des examens. «La responsable de ma formation m'a proposé de la prendre avec elle durant l'épreuve. Cela m'a donné le courage de me préparer.»

Mayliss Grison se souvient de ces deux profs de sa prépa qui venaient lui faire cours jusque dans sa maison de Dourdan (Essonne), à 60 km de Paris. Vincent Le Boul'h, étudiant en musicologie et compagnon de Mayliss, avec qui il vient d'avoir une petite fille, garde en mémoire la phrase de son professeur : «Il m'a demandé si je profitais bien des premiers mois de notre bébé. Car un concert, on peut en faire tout au long de sa vie. Alors que les premiers moments d'un enfant ne se rattrapent jamais.»

Les professeurs de Marie l'ont autorisée à venir en cours avec sa petite, tandis que l'assistante sociale du Crous et l'infirmière de la fac lui mettaient une salle à disposition pour tirer son lait. «Une mère étudiante avait envoyé un mail à toute sa promo demandant si certains de ses camarades étaient disponibles pour garder son bébé par tranches d'une demi-journée. Elle a réussi à remplir son planning sans problème», rapporte le chercheur Aden Gaide.

S'ils sont souvent obligés de bricoler avec le soutien de l'entourage familial – s'il est disponible et à proximité –, les étudiants peuvent aussi s'appuyer sur une offre qui se développe petit à petit au sein des institutions. Des Crous, comme ceux de Caen ou de Montpellier-Occitanie, proposent des «logements famille». Plus rassurant pour Mayliss qui se souvient, après la séparation d'avec le père de son premier bébé, «avoir survécu» dans un appartement loué avec son RSA.

Certaines universités ont mis en place des crèches, pour les enfants de leur personnel mais aussi pour ceux de leurs étudiants. Des structures existent ainsi à Dauphine, à l'uni-

4,5%

de la population étudiante a au moins un enfant, selon l'enquête de l'Observatoire de la vie étudiante menée en 2016.

25%

des étudiantes et 14 % des étudiants ont précisé lors de l'enquête OVE que le fait d'avoir un enfant les a conduits à interrompre leurs études pendant au moins six mois.

48%

des étudiants avec enfants interrogés se déclarent «peu ou moyennement» intégrés à la vie de leur établissement.

versité de Bordeaux, à Lille-III, à Toulouse-III, à Rennes-II... Les Crous essaient aussi d'apporter leur aide. «Nous réfléchissons avec l'étudiant au mode de garde le plus adapté en fonction de ses compétences parentales, s'il est isolé ou non, explique Melinda Jupas, responsable du service social du Crous Montpellier-Occitanie. On peut aussi octroyer des aides d'urgence pour la garde de l'enfant, avec des sommes qui peuvent être débouclées dans la journée si nécessaire.»

HAPPY HOUR OU BIBERON ?

La vie sociale constitue un autre défi pour les étudiants parents. Selon l'étude de l'OVE, 48 % des étudiants avec enfants interrogés se déclarent «peu ou moyennement» intégrés à la vie de l'établissement. Comment créer ou conserver une vie amicale quand le temps libre rétrécit ? «Il peut se créer un décalage, confirme Aden Gaide. Les étudiants parents font souvent un saut dans l'âge.» Tandis que les copains de fac se préparent pour l'happy hour, l'étudiant parent, lui, s'apprête à donner un biberon. La première année de la vie de sa fille, Marie confirme avoir eu cette impression : «Bien sûr, je reste une jeune fille, j'ai le même âge que mes camarades. Mais il a pu m'arriver de me sentir mal à l'aise quand ils évoquaient leurs soirées à venir.»

Pour Mayliss Grison, c'est moins la situation du parent étudiant qui pose problème que ce que projettent les autres : «Les gens s'imaginent qu'on n'a plus de vie. C'est comme si je faisais partie du monde des adultes, et plus du tout partie du leur.» Ainsi, lorsqu'elle a postulé à une association à Dauphine, sa candidature a été refusée. La raison ? «Comme tu es maman, on a eu peur que tu ne viennes pas aux soirées», a confié l'un des membres.

Pour Mayliss Grison, il devient ainsi urgent d'instaurer un congé maternité pour les étudiantes. Elle insiste sur la pression croissante qui entoure la parentalité et le rôle du père, qui demeure minoré. «Etudier et avoir des enfants, c'est quand même possible», insiste-t-elle. «En France, nous nous appuyons encore sur ce système très linéaire : les études, le métier, puis les enfants», souligne Aden Gaide. Ceux qui dérogent à ce modèle sont parfois jugés sévèrement. «Avoir un enfant en étant étudiant peut sembler absurde, car toutes les conditions ne sont pas réunies. Mais cette image type de l'étudiant qui n'a pas autre chose à faire qu'étudier et veiller à son épanouissement personnel, c'est une vision très marquée socialement», rappelle-t-il. ●

JOSÉPHINE LEBARD

«EN FRANCE, NOUS NOUS APPUYONS ENCORE SUR CE SYSTÈME TRÈS LINÉAIRE : LES ÉTUDES, LE MÉTIER, PUIS LES ENFANTS»

ADEN GAIDE
doctorant
en sociologie
à Sciences Po Paris

FINANCEMENT

L'ÉPREUVE DU PRÊT BANCAIRE POUR LES BOURSIERS

Faute de garants solvables, certains élèves peinent à financer leurs études en école de commerce. Des solutions existent, mais varient selon les établissements

Après deux années de classe préparatoire en économie, Agathe a été reçue au concours de l'Ecole de management (EM) de Strasbourg, son premier choix. Très vite, elle déchantait : les uns après les autres, les banques refusent de lui accorder le prêt nécessaire au financement de ses études – les frais de scolarités s'élèvent à plus de 8 000 euros par an et ne sont pas couverts par sa bourse du Crous. On répond à Agathe qu'elle n'a pas de garants solvables, c'est-à-dire capables de rembourser les mensualités en cas de difficulté. Ses parents, retraités et avec peu de moyens, ont déjà un prêt à la consommation en cours, et sont locataires de leur appartement au Havre (Seine-Maritime). « Dans toutes les banques, on me disait : 'Ah non, pour un prêt de 27 000 euros, ça va être trop juste.' J'avais envie de pleurer. J'avais fait une prépa, j'avais eu une école que je voulais, et tout était complètement foutu. »

Agathe essaie de recourir aux prêts étudiants garantis par l'Etat, dont le montant maximal s'élève à 15 000 euros, mais elle s'y prend trop tard – la date de commission d'attribution était déjà passée. Quand elle se tourne vers son école, c'est la douche froide : l'EM Strasbourg lui propose une « aide exceptionnelle de 60 euros ». En désespoir de cause, Agathe entame alors des démarches pour s'inscrire à l'université, en licence de langues, mais au dernier moment, une banque accepte de lui prêter de l'argent : « Mon frère a avancé le loyer de mes parents pendant trois mois, et c'est passé juste, juste. » L'EM Strasbourg déplore l'expérience d'Agathe. Laure Landspurg, responsable du service bourses et action sociale de l'école, essaie d'aider les étudiants dans ce type de situation, mais reconnaît qu'en période de rentrée il peut y avoir une certaine « fatigue » de l'équipe administrative « face à des jeunes qui n'ont pas prévu leur budget ».

Dans un contexte d'augmentation des frais de scolarité des écoles de commerce (jusqu'à 15 800 euros par an à l'ESCP, à Paris, en 2019), combiné à une hausse des loyers dans les métropoles, les étudiants boursiers font face à de réelles difficultés pour financer leurs études dans l'enseignement supérieur privé. D'autant qu'ils sont généralement peu informés sur le sujet et sur les différentes aides existantes.

A la Société générale, le taux affiché pour les prêts étudiants

est de 0,89 %, avec des frais de dossier de 30 euros et un remboursement différé qui ne commence qu'à la fin des études. Pourtant, comme le souligne Solène Le Her, cheffe produit crédits à la consommation à la Société générale, si la banque ne fait pas « de différence de traitement entre les élèves boursiers et les non-boursiers », elle doit s'assurer que l'emprunteur est solvable. « Un jeune étudiant n'a pas de revenus, donc si on ne regardait que sa situation, on ne pourrait pas lui prêter », rappelle-t-elle. Avoir un ou des garants reste donc indispensable, et la Société générale reconnaît que « s'ils ont un revenu modeste et déjà un prêt en cours, l'obtention du prêt est compliquée ».

LE DISPOSITIF « KAP »

Les refus de prêt continuent de prendre par surprise des étudiants admis en école de commerce. C'est en tout cas ce qu'a constaté Kedge, école basée notamment à Bordeaux et à Marseille. Depuis 2015, elle a lancé un dispositif baptisé « KAP », qui a permis à une centaine d'élèves « boursiers et méritants » d'obtenir des prêts pour lesquels l'école se porte caution et leur rembourse les intérêts. « Cette question du financement des études est très soudaine pour ces étudiants. Ils ont les résultats du concours, ils choisissent leur école, ils payent un acompte... Et après, au moment de régler les frais de scolarité, ils vont vers les banques... Qui leur refusent un prêt parce que leurs garants ne sont pas solvables », constate Elsa Thiry, chargée du dispositif KAP à Kedge.

D'après elle, les élèves issus de classes prépa sont de manière générale les moins bien préparés aux questions de financement de leurs études. La tête dans les concours pendant deux ans, en-

core scolarisés dans des lycées, ils ont du mal à envisager la partie financière de l'entrée en école de commerce. « En prépa, jusqu'à ce que tu arrives au moment où il faut payer l'école, cette question, on n'en parle pas, cela ne semble pas un problème, abonde Agathe. On te dit : "Les banques seront à vos pieds." Mais en réalité, si tu n'as pas de caution, c'est très compliqué. » Une mauvaise surprise qui s'accompagne aussi d'une incompréhension. « Ce sont de très bons élèves, ils ne comprennent pas qu'on leur refuse quelque chose, et que ce refus puisse freiner leur scolarité », analyse Elsa Thiry.

« Tout le monde sait que ce genre d'études coûte cher, et les écoles affichent clairement leurs tarifs d'inscription », pointe Sophie, également diplômée d'une école de commerce. Elle déplore cependant le manque de transparence sur les « frais annexes » pratiqués par la plupart des établissements, qui rendent difficile l'estimation réelle du coût de la scolarité. A La Rochelle Business School par exemple, ces frais sont appelés « cotisation forfaitaire multiservices » : ils sont de 550 euros et donnent accès à la carte étudiante, la carte de reprographie, l'accès Wi-Fi sur le campus... Autant de dépenses supplémentaires qui sont rarement affichées clairement par les écoles et qui viennent s'ajouter aux frais de scolarité.

SE MONTRER STRATÈGE

Difficile de quantifier exactement le nombre d'étudiants confrontés à des refus de prêt après les concours, mais les écoles contactées disent rencontrer des cas similaires à chaque rentrée. Elles essaient, au cas par cas, de trouver des solutions. Des partenariats avec des banques qui allouent des prêts sans caution se sont développés. C'est le cas à l'Edhec par exemple, ainsi qu'à l'EM Strasbourg depuis 2017, même si cela reste « à la discrétion de la banque partenaire », précise Laure Landspurg.

Certains élèves vont-ils jusqu'à abandonner leur scolarité dans ces grandes écoles, faute de pouvoir les payer ? Pour Sébastien Chantelot, directeur de La Rochelle Business School, pour ceux qui décrochent, l'argument financier n'est pas le véritable motif d'abandon. « Il cache souvent une erreur d'orientation. Ce sont des élèves qui après six mois se disent : "Mais qu'est-ce que je fais là ?" »

Les dispositifs d'aides financières mis en place par les écoles



ISABEL ESPANOL

question donc d'être « moyens » ou seulement « bons » pour les élèves boursiers qui veulent profiter de ces dispositifs : ils sont astreints à l'excellence.

Ils doivent aussi se montrer stratèges au cours de leur scolarité, par exemple en choisissant des destinations dans l'Union européenne pour leur mobilité internationale, qui permettent de toucher facilement des bourses (Région, Erasmus...). Ou en s'orientant vers les filières les plus rémunératrices en sortie d'école, comme la finance – de quoi rembourser plus facilement leur prêt.

Quant aux jobs étudiants et aux prêts d'honneur (pouvant aller jusqu'à 1500 euros) parfois mis en avant par les écoles, ils ne constituent pas des solutions de financement viables. Comme le souligne Sophie, « avec un planning de cours assez rempli qui varie chaque semaine et sur des jours et des amplitudes horaires différents », trouver un emploi à côté s'avère très difficile.

Finalement, la voie royale pour alléger la note reste l'apprentissage, proposé en master dans la plupart des écoles de commerce – mais avec un nombre de places restreint. Dans ce système, l'entreprise finance entièrement les frais de scolarité et rémunère l'étudiant, qui alterne entre entreprise et école. Pour de nombreux étudiants de milieu modeste, cela reste l'un des principaux outils leur permettant d'accéder à des études longues et coûteuses. En témoignent par exemple les taux de boursiers à l'Edhec : 15 % dans le programme grande école, contre 30 % en filière apprentissage. ●

GABRIELLE RAMAIN

POUR BÉNÉFICIER D'AIDES, CES ÉLÈVES SONT ASTREINTS À L'EXCELLENCE

s'accompagnent de certaines contraintes. Ainsi le programme « KAP » de Kedge n'est accessible qu'à une vingtaine d'élèves par an, en fonction de leurs bons résultats scolaires et de leur situation sociale. A La Rochelle, l'école exonère de frais d'inscription les premiers reçus aux concours. Pas

Le Monde
CAMPUS

O21 S'ORIENTER
AU 21^e SIÈCLE

MIEUX
SE CONNAÎTRE
POUR TROUVER
SA VOIE

DÉBATS
RENCONTRES
ATELIERS

SAINT-ÉTIENNE - MARSEILLE - PARIS
TOULOUSE - NANCY - RENNES - LILLE

Entrée gratuite - inscription sur o21.lemonde.fr

J’AVAIS 20 ANS

«J’AI TOUJOURS CRU QUE TOUT ÉTAIT POSSIBLE»

MANUELLE GAUTRAND

L’architecte raconte comment son éducation «soixante-huitarde» et ses voyages ont guidé son parcours et nourrissent son travail



Manuelle Gautrand, en 2018 à Paris.

ÉRIC GARAUULT/PASCO

se battre – ce qui n’implique pas l’agressivité, cela n’a rien à avoir.

Moi, je n’ai jamais joué avec des poupées – je me souviens d’avoir fait une fois une crise pour obtenir une Barbie, mais ma mère ne m’en a jamais acheté. Cela ne signifiait pas que je rejetais tous les domaines traditionnellement féminins : par exemple, j’ai toujours été passionnée par la mode. En revanche je dessinais, je jouais beaucoup avec des voitures, un garage, j’étais dans l’action. J’ai eu deux fils, mais si j’avais eu une fille, j’aurais vraiment fait attention à ce qu’elle ne s’enferme pas dans un monde trop étroit.

Vous avez longtemps enseigné en école d’architecture. Quel regard portez-vous sur les jeunes qui se lancent dans ces études ?

La chose la plus sacrée, quand on est jeune, c’est l’insouciance. Je trouve cette génération plus inquiète... Ils culpabilisent beaucoup par rapport à l’environnement – alors que ce serait davantage aux générations plus âgées de culpabiliser. Cette inquiétude peut déboucher sur un certain conformisme, qui peut brider l’audace et la créativité. Cela me frappe surtout dans ces débats sur l’avion, et la remise en cause des déplacements. Le voyage, c’est cela qui forge un regard, qui vous aide à comprendre qui vous êtes. C’est un enrichissement sans limite. Ce qui permet de comprendre les autres. Le risque, avec ce discours anti-avion, ce serait de se refermer. Voyager pendant ses études, c’est fondamental. Erasmus, par exemple, est un fantastique accélérateur de vie et d’expériences pour les jeunes. Et cela a aidé à forger un vrai sentiment européen à toute une génération. Car c’est quand on est loin qu’on se rend compte de nos racines communes.

20 ans, était-ce votre plus bel âge ?
Oui, mais ce n’est pas le seul. Dans mon métier, chaque projet, c’est une aventure de cinq à dix ans. A chaque fois, ce sont des morceaux de vie. La compétition, la remise en question permanente inhérente au travail d’agence vous maintient dans une position d’instabilité, ce qui est positif. Je suis sans arrêt attirée vers le futur, vers la prochaine étape. Comme à 20 ans. La passion ne s’éteint pas. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR JESSICA GOURDON

Elle est l’une des femmes architectes les plus connues en France, récompensée par plusieurs prix. Elle a réalisé des projets aussi divers que la rénovation de la Gaîté-Lyrique, à Paris, la construction de l’Espace Citroën sur les Champs-Élysées, la Cité des affaires de Saint-Etienne, l’extension du Musée d’art moderne de Lille Métropole... A 58 ans, Manuelle Gautrand revient sur son parcours et la naissance de sa vocation.

Dans quel milieu avez-vous grandi ?

Dans un milieu soixante-huitard, à Montpellier. Mes parents étaient anticléricaux, anticonventionnels, écolos, européens... Pour vous donner une idée, une figure importante de la maison, c’était Daniel Cohn-Bendit. Mes parents ont tous les deux obtenu le diplôme d’architecte, mais n’ont jamais construit. Mon père travaillait en libéral, il s’est occupé de l’aménagement du parc naturel régional du Vercors et de celui des Cévennes. Ma mère était artiste. On menait une vie bohème, on était très souvent chez des amis, on voyageait l’été dans les villes italiennes, on arpentait Venise. Mon enfance et mon adolescence ont été forgées par la lumière crue du Sud, les couleurs vives de la Méditerranée, dans ces villes où l’on vit dehors, avec beaucoup d’espaces publics. Cela marque encore mon travail aujourd’hui.

Vous définissez vos parents comme des «soixante-huitards» : certains enfants de cette génération disent qu’ils ont manqué de cadre. Est-ce votre sentiment ?

Oui, je pense. Dans ma famille, on ne savait pas de quoi le lendemain serait fait. On vivait comme des cigales... Professionnellement, mon père connaissait des hauts et des bas. Il fallait s’adapter à ce sentiment d’insécurité, ce n’était pas tous les jours facile pour moi. Le quotidien était peu structuré – les repas, les horaires... – et cette absence de cadre m’a un peu manqué. Je n’avais aucune limite, j’étais très libre. Tout cet environnement m’a fait grandir très vite. Mais c’est peut-être aussi grâce à cela que j’ai toujours cru que tout était possible et que j’ai eu le courage de m’engager dans cette voie.

Vous avez décidé d’intégrer une école d’architecture. Choisir les mêmes études que vos parents, était-ce compliqué ?

Après mon bac scientifique, je m’étais inscrite en prépa HEC, avec l’idée d’intégrer une école de commerce pour travailler dans la mode. Mais, à la rentrée, au dernier moment, j’ai changé d’avis. Je me suis inscrite à l’Ecole d’architecture de Montpellier. Ce n’était pas une décision facile à assumer. D’ailleurs, je ne l’ai pas dit tout de suite à mes parents ! Mon père l’a découvert quelques semaines plus tard... Je ne voulais pas entendre leurs commentaires sur ma décision. D’autant que j’étais encore loin d’être sûre de mon choix. Du coup, en plus de l’école d’architecture, je m’étais aussi inscrite en fac de

maths et d’histoire de l’art : pendant un an et demi, j’ai suivi tous les cours en parallèle !

Quand avez-vous assumé votre volonté de devenir architecte ?

Quand je suis partie en Australie. J’avais 20 ans, et ce fut un choc énorme. Ce voyage a changé ma vie. Je n’étais jamais sortie d’Europe, et j’ai découvert là-bas des paysages d’une échelle que je n’avais jamais vue, des villes immenses, des grands horizons, de vastes espaces sauvages comme il n’en existe plus en Europe, où tout a été domestiqué. A Sydney, j’ai eu un coup de foudre pour l’opéra. Ce bâtiment extraordinaire, si parfaitement inscrit dans son environnement au bord de l’eau, est encore un guide pour concevoir mes projets. A partir de ce voyage, j’ai assumé que je voulais être architecte, que c’était ma vocation. J’ai arrêté mes deux autres cursus à la fac et je m’y suis mise à fond. J’ai décidé que je voulais créer, construire – peut-être aussi parce que mes parents ne l’avaient jamais fait. C’est aussi à partir de ce voyage que j’ai pris conscience de mon identité européenne.

Etiez-vous alors en rupture avec vos parents ?

Non, pas du tout. J’étais juste très indépendante. A 19 ans, je suis partie habiter avec mon petit ami de l’époque, étudiant en architecture. Je finançais mes études par des petits boulots dans des agences.

Lorsque vous terminez votre école d’architecture, vous décidez de continuer vos études, en gestion. Pourquoi ce choix ?

J’ai passé une année à l’IAE [*Institut d’administration des entreprises*] à l’université de Montpellier pour comprendre le fonctionnement des entreprises. J’avais en tête l’idée de créer mon agence et pour cela la volonté, ou l’obsession, de devenir structurée, carrée,

«VOYAGER PENDANT SES ÉTUDES, C’EST FONDAMENTAL. ERASMUS, PAR EXEMPLE, EST UN FANTASTIQUE ACCÉLÉRATEUR DE VIE»

un peu aussi pour prendre le contre-pied de mes parents bohèmes. A l’IAE, je n’étais pas passionnée par le contenu. D’ailleurs, j’ai été major de ma promo d’archi, mais je suis sortie dernière de l’IAE ! Mais je ne regrette rien : c’est là que j’ai rencontré mon futur mari, le père de mes enfants.

Créer, construire : il faut une certaine audace pour s’affirmer, très jeune, dans cette voie, surtout en tant que femme. Avez-vous rencontré des difficultés ?

Quand ma mère a suivi ses études d’architecture, elle était la seule femme de sa

Dates-clés

1961 Naissance à Marseille

1985 Diplômée de l’Ecole nationale supérieure d’architecture de Montpellier

1991 Crée son agence

2016 Elue présidente de l’Académie d’architecture

2017 Prix européen d’architecture délivré par le Centre européen d’architecture

promo. Elle a très mal vécu le bizutage, les remarques... Et n’a finalement jamais exercé. Pendant mes études, je n’avais pas conscience de la différence entre les filles et les garçons. J’ai reçu une éducation non genrée par une mère féministe. J’ai vraiment ressenti des barrières plus tard, quand j’ai créé mon agence et commencé à mener des projets importants. En 2017, j’ai été la première femme à recevoir le prix européen d’architecture. Cela m’interroge et me rend triste d’une certaine manière. Il existe un vrai plafond de verre dans ce milieu.

Aujourd’hui, il y a plein d’étudiantes dans les écoles d’architecture. Beaucoup manquent de confiance en elles, ce qui provient en grande partie de leur éducation. L’idéal de la maternité est encore très présent. Architecte, c’est un métier de combat, qui demande un investissement personnel très important. Il faut savoir se relever quand on perd, accepter la compétition permanente. Je constate que beaucoup de filles ne sont pas armées pour cela. On ne leur apprend pas assez à prendre des risques, le plaisir de

VIVEZ LES AFFAIRES ETRANGERES



ILERI

L'ECOLE DES RELATIONS INTERNATIONALES

DEUX PARCOURS D'EXCELLENCE

BAC+3 & BAC+5

- ◆ Bachelor en Relations internationales (Bac+3)
- ◆ Deuxième Cycle en Relations Internationales (Bac+5)

Quatre spécialisations :

- Sécurité internationale et défense - **Grade de Master**
- Intelligence stratégique internationale - **Grade de Master**
- Coopération internationale des outre-mer - **Titre RNCP Niveau 1**
- International Business and Marketing - **MSc**

TÉLÉCHARGEZ L'APPLI ILERI



SOIRÉE PORTES OUVERTES

VENDREDI 7 FÉVRIER

CONCOURS D'ENTRÉE

JEUDI 19 MARS

COURS DU SOIR

01 40 53 00 44 - 20 bis jardins Boieldieu, 92071 La Défense

ileri.fr    